

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNÉE 1952

Les numéros cités à la suite de certains documents renvoient aux textes antérieurs sur le même objet.

Les impressions parlementaires du Conseil de la République sont ainsi numérotées :

Année 1952: Nos 1 à 673.

SESSIONS DE 1952

Session extraordinaire.

1. — Rapport de M. Peñenc sur le projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements économiques et sociaux, p. 1.
Voir: Assemblée nationale, nos 2263, 2304 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 898 (année 1951).

2. — Avis de la commission de la production industrielle par M. Longchambon sur le projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements économiques et sociaux, p. 12.
Voir: Assemblée nationale, nos 2263, 2304 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 898 (année 1951) et 1 (année 1952).

3. — Rapport de M. Berthoin sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les dispositions relatives à l'établissement et au dépôt sur le bureau des assemblées législatives du rapport annuel de la cour des comptes, p. 13.
Voir: Assemblée nationale, nos 1624, 2003 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 864 (année 1951).

4. — Avis de la commission de l'agriculture, par M. Driant, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1952, p. 13.
Voir: Assemblée nationale, nos 1959, 2180, 2188 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 892, 903 (année 1951).

5. — Avis de la commission de l'agriculture, par M. Driant, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (budget annexe des prestations familiales agricoles), p. 13.
Voir: Assemblée nationale, nos 1002, 2131 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 854, 884 (année 1951).

6. — Rapport supplémentaire, par M. Alric, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (budget annexe des prestations familiales agricoles), p. 13.

Voir: Assemblée nationale, nos 1002, 2131 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 854, 884 (année 1951) et 5 (année 1952).

7. — Avis de la commission de la défense nationale, par M. Robert Aubé, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1952 (Etats associés. — France d'outre-mer), p. 13.
Voir: Assemblée nationale, nos 1235, 2210 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 896, 897 (année 1951).

8. — Avis de la commission de la défense nationale, par M. Jean de Gouyon, sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services de la défense nationale pendant les deux premiers mois de l'exercice 1952, p. 13.

Voir: Assemblée nationale, nos 2193, 2236, 2257 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 899, 911 (année 1951).

NOTA. — Pour permettre aux lecteurs de connaître la date de publication au Journal officiel et le numéro des feuilles annexes renfermant les documents qui les intéressent, un tableau de concordance est inscrit à la fin de la présente table.

9. — Proposition de résolution de M. Jean-Louis Tinaud tendant à prendre des mesures en faveur des sinistrés de la côte basque, p. 13.
10. — Rapport de M. Marcellhacy sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à réprimer la contrefaçon des créations des industries saisonnières de l'habillement et de la parure, p. 13.
Voir: Assemblée nationale, n° 5271, 10728 (1^{re} législ.), 333, 831 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 855 (année 1948), 861 (année 1951).
11. — Rapport supplémentaire de M. Pellenc sur le projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements économiques et sociaux pour l'exercice 1952, p. 14 (n° 898, 1951 et 1, 1952).
Voir: Assemblée nationale, n° 2263, 2301 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 898 (année 1951) et 1 (année 1952).
12. — Projet de loi tendant à rendre applicable dans les territoires d'outre-mer abrogeant les dispositions législatives qui suppriment ou limitent le droit de sursis, p. 14.
Voir: Assemblée nationale, n° 1805, 2198 (2^e législ.).
13. — Projet de loi relatif à l'avancement des juges de paix, p. 14.
Voir: Assemblée nationale, n° 1207, 1979 (2^e législ.).
- Session ordinaire.*
14. — Allocution de M. Chalamon, président d'âge, p. 15.
15. — Allocution de M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, p. 15.
16. — Proposition de loi de M. Denvers tendant à modifier la majoration facultative à la taxe locale, p. 15.
17. — Proposition de résolution de M. Boisrond tendant à rétablir la médaille militaire dans le rang qu'elle avait avant le décret du 27 septembre 1947, p. 15.
18. — Projet de loi tendant à modifier le délai prévu à l'article 5 de la loi tendant à interdire le système de vente avec timbres-primés, p. 15.
Voir: Assemblée nationale, n° 1095, 2072 (2^e législ.).
19. — Proposition de loi de M. Radius portant institution d'un permis de chasse unique dénommé « Permis national de chasse », p. 16.
20. — Rapport de M. Michel Debré tendant à modifier les articles 2, 9, 14 et 30 du règlement, p. 16.
Voir: Conseil de la République, n° 35 (année 1950).
21. — Projet de loi portant ouverture de crédits pour les funérailles nationales du général de Laitre de Tassigny, p. 18.
Voir: Assemblée nationale, n° 2409 (2^e législ.).
22. — Projet de loi tendant à déclarer que le général de Laitre de Tassigny a bien mérité de la patrie et de lui confier à titre posthume la dignité de maréchal de France, p. 18.
Voir: Assemblée nationale, n° 2410 (2^e législ.).
23. — Rapport de M. Vauthier sur le projet de loi relatif à la durée de conservation par les greffiers des dossiers prévus à l'article 79 du code de procédure civile, p. 18.
Voir: Assemblée nationale, n° 976, 1732 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 826 (année 1951).
24. — Rapport de M. Vauthier sur le projet de loi portant création et suppression de postes de magistrats, p. 18.
Voir: Assemblée nationale, n° 1615, 2005 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 904 (année 1951).
25. — Rapport de M. Vauthier sur le projet de loi modifiant la loi relative à l'organisation des justices de paix, p. 19.
Voir: Assemblée nationale, n° 1437, 1978 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 905 (année 1951).
26. — Proposition de loi de M. Léger relative au transfert au Panthéon du corps du capitaine aviateur Jean Maridor, p. 19.
27. — Proposition de résolution de M. Bertaud tendant à commémorer le vingt-cinquième anniversaire de la tentative de traversée de l'Atlantique-Nord par l'équipage Nungesser-Coll, p. 19.
28. — Proposition de résolution de M. Bertaud tendant à modifier les conditions d'admission des pensionnaires payant dans les hospices publics, p. 20.
29. — Proposition de loi de M. Pellenc tendant à la réorganisation des transports ferroviaires et routiers, p. 20.
30. — Rapport de M. Jacques Debû-Bridel sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (éducation nationale), page 56.
Voir: Assemblée nationale, n° 1526, 1967 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 859 (année 1951).
31. — Avis de la commission de la justice par M. Boivin-Champeaux sur le projet de loi instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer, p. 56.
Voir: Assemblée nationale, n° 1434, 3501, 3683, 4544, 4942, 6749, 7072, 8281, 9285, 10913, 12239, 13043, 13024 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 252 (année 1947), 179 (année 1948), 343, 823, 849, 850 (année 1951).
32. — Avis supplémentaire de la commission du travail par M. Dassaud sur le projet de loi instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer, p. 92.
Voir: Assemblée nationale, n° 1434, 3501, 3683, 4544, 4942, 6749, 7072, 8281, 9285, 10913, 12239, 13043, 13024 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 252 (année 1947), 179 (année 1948), 343, 823, 849, 850 (année 1951) et 31 (année 1952).
33. — Projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit en vue du rétablissement des communications interrompues à la suite des calamités publiques dans les départements du Sud-Est, p. 106.
Voir: Assemblée nationale, n° 2052, 2266 (2^e législ.).
34. — Projet de loi tendant à l'envoi à la Grèce et à la Turquie d'une invitation à accéder au traité de l'Atlantique-Nord, p. 106.
Voir: Assemblée nationale, n° 1373, 2159, 2446 (2^e législ.).
35. — Rapport supplémentaire de M. Henri Lafleur sur le projet de loi instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer, p. 106.
Voir: Assemblée nationale, n° 1434, 3501, 3683, 4544, 4942, 6749, 7072, 8281, 9285, 10913, 12239, 13043, 13024 (1^{re} législ.); Conseil de la République, n° 252 (année 1947), 179 (année 1948), 343, 823, 849, 850 (année 1951), 31 et 32 (année 1952).
36. — Proposition de loi de M. Soldani tendant à classer les agents de travaux des ponts et chaussées dans les emplois de la catégorie B des services actifs, p. 120.
37. — Proposition de résolution de M. Southon tendant à abroger la loi sur les élections municipales et instituer un scrutin de liste majoritaire à deux tours avec panachage, p. 120.
38. — Rapport de M. Pellenc sur le projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 1 milliard 600 millions de francs, en vue du rétablissement des communications interrompues à la suite des calamités publiques survenues dans les départements du Sud-Est au mois de novembre 1951 et de la réfection des ouvrages de défense contre les eaux et des ouvrages hydrauliques, p. 121.
Voir: Assemblée nationale, n° 2052, 2266 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 33 (année 1952).
39. — Rapport de M. Brizard sur le projet de loi tendant à l'envoi à la Grèce et à la Turquie d'une invitation à accéder au traité de l'Atlantique-Nord, p. 123.
Voir: Assemblée nationale, n° 1373, 2159, 2446 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 34 (année 1952).
40. — Proposition de résolution de M. Courrière tendant à accorder une aide aux victimes des inondations de l'Aude, p. 125.
41. — Proposition de résolution de M. Bordeneuve tendant à venir en aide aux sinistrés des inondations du Sud-Ouest, p. 125.
42. — Proposition de résolution de M. Brettes tendant à accorder une aide aux victimes des calamités atmosphériques de la Gironde, des Landes, du Gers et de la Haute-Garonne, p. 125.
43. — Proposition de résolution de M. Patient tendant à accorder une aide aux habitants de l'anse de Kourou (Guyane), victimes des tempêtes, p. 125.
44. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la célébration du centenaire de la création de la médaille militaire, p. 126.
Voir: Assemblée nationale, n° 1725, 2495, 2819 (2^e législ.).
45. — Proposition de résolution de M. Naveau tendant à augmenter et uniformiser le taux des allocations de chômage, p. 126.
46. — Projet de loi tendant à ratifier le protocole additionnel au traité de l'Atlantique-Nord sur l'accession de la Grèce et de la Turquie, p. 127.
Voir: Assemblée nationale, n° 2345, 2494 (2^e législ.).
47. — Avis de la commission de la défense nationale par M. Boivin-Champeaux sur le projet de loi tendant à l'envoi à la Grèce et à la Turquie d'une invitation à accéder au traité de l'Atlantique-Nord, p. 127.
Voir: Assemblée nationale, n° 1373, 2159, 2446 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 34 et 39 (année 1952).
48. — Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la Belgique, la France et l'Italie sur la sécurité sociale, p. 127.
Voir: Assemblée nationale, n° 1275, 2280 (2^e législ.).
49. — Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'exploitation de navires météorologiques dans l'Atlantique-Nord (nouvelle délibération), p. 127.
Voir: Assemblée nationale, n° 9889, 10607, 14936 (1^{re} législ.), 2291 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 680, 746 (année 1950).

50. — Projet de loi complétant le code pénal par un article 367, p. 128.
Voir: Assemblée nationale, nos 1791, 2120 (2^e législ.).
51. — Projet de loi portant création d'une justice de paix à compétence étendue à Touggourt (Algérie), p. 128.
Voir: Assemblée nationale, nos 1058, 2150 (2^e législ.).
52. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant au maintien en activité de certains fonctionnaires titulaires des services publics, p. 128.
Voir: Assemblée nationale, nos 1142, 2151 (2^e législ.).
53. — Proposition de loi de M. Dousch relative à la détermination du statut des « patriotes alsaciens ou mosellans déportés », p. 129.
54. — Rapport de M. Brizard sur le projet de loi tendant à la ratification du protocole additionnel au traité de l'Atlantique-Nord sur l'accession de la Grèce et de la Turquie, p. 130.
Voir: Assemblée nationale, nos 2345, 2494, 2526 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 46 (année 1952).
55. — Rapport de M. Robert Aubé sur la proposition de loi relative à la reconstruction du monument commémoratif du général Mangin, p. 130.
Voir: Assemblée nationale, nos 41, 1823 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 907 (année 1951).
56. — Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la France et le Conseil de l'Europe sur l'application de la législation française de sécurité sociale au personnel dudit Conseil, p. 130.
Voir: Assemblée nationale, nos 973, 2277 (2^e législ.).
57. — Projet de loi autorisant la ratification de la convention générale entre la France et le Danemark, sur la sécurité sociale, p. 131.
Voir: Assemblée nationale, nos 1278, 2281 (2^e législ.).
58. — Projet de loi portant ouverture de crédits en vue de l'assistance économique à la Yougoslavie, p. 131.
Voir: Assemblée nationale, nos 892, 2366 (2^e législ.).
59. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à refuser l'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne relative à la parité de traitement entre les fonctionnaires algériens et métropolitains, p. 131.
Voir: Assemblée nationale, nos 162, 754, 887, 1899 (2^e législ.).
60. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, concernant certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, p. 132.
Voir: Assemblée nationale, nos 504, 1561, 2110, 2581 (2^e législ.).
61. — Proposition de résolution de M. Méric tendant à réaliser les travaux permettant d'assurer la défense de la région toulousaine contre les inondations, p. 132.
62. — Rapport de M. Raymond Bonnefous sur la proposition de loi tendant à modifier le statut général des fonctionnaires et à préciser que la poliomyélite donne droit au congé de longue durée, p. 132.
Voir: Assemblée nationale, nos 224, 1082, 1977 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 906 (année 1951).
63. — Rapport de M. Carcassonne sur le projet de loi tendant à ratifier le traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier, p. 133.
Voir: Assemblée nationale nos 727, 1786, 1850, 1855, 1950 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 817 (année 1951).
64. — Avis de la commission de production industrielle par M. Armengaud sur le projet de loi tendant à ratifier le traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier, p. 141.
Voir: Assemblée nationale nos 727, 1786, 1850, 1855, 1950 (2^e législ.); Conseil de la République nos 817 (année 1951) et 63 (année 1952).
65. — Proposition de résolution de M. Jean Durand tendant à la réforme du code du vin, p. 192.
66. — Proposition de loi de M. Armengaud tendant à compléter la loi portant à dix-huit mois la durée du service militaire, p. 193.
67. — Rapport de M. Jean de Gouyon relatif au déclassement des hôpitaux militaires de Marnia, Saïda et Tizi-Ouzou, p. 194.
Voir: Assemblée nationale, nos 1569, 1856 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 800 (année 1951).
68. — Proposition de loi de M. Bertaud tendant à modifier la loi relative au renouvellement des concessions funéraires, p. 194.
69. — Proposition de résolution de M. Bertaud tendant à modifier la loi relative au renouvellement des concessions funéraires, p. 195.
70. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 136 du code de la pharmacie (biberons à tube et tétines), p. 195.
Voir: Assemblée nationale, nos 1643, 2453 (2^e législ.).
71. — Projet de loi tendant à ratifier l'accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans, p. 195.
Voir: Assemblée nationale, nos 1134, 2279 (2^e législ.).
72. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à commémorer l'armistice du 8 mai 1945, p. 196.
Voir: Assemblée nationale, nos 1726, 2313 (2^e législ.).
73. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à supprimer la condition de résidence exigée pour l'éligibilité aux conseils de prud'hommes, p. 196.
Voir: Assemblée nationale, nos 1091, 2278 (2^e législ.).
74. — Proposition de résolution de M. de Menditte tendant à accorder une aide aux sinistrés du Sud-Ouest, p. 196.
75. — Rapport de M. Emilien Lieutaud sur le projet de loi portant ouverture de crédits en vue de l'assistance économique à la Yougoslavie, p. 197.
Voir: Assemblée nationale, nos 892, 2366 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 58 (année 1952).
76. — Rapport de M. Bertaud sur le projet de loi relatif à la procédure de codification des textes concernant le service des postes, télégraphes et téléphones, p. 197.
Voir: Assemblée nationale, nos 1188, 1858 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 825 (année 1951).
77. — Rapport de M. Razac sur la proposition de loi relative à l'heure de la reprise du travail du vendredi après-midi pour les musulmans, p. 198.
Voir: Assemblée nationale, nos 1727, 2015 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 908 (année 1951).
78. — Proposition de résolution de M. Pierre Boudet tendant à modifier l'article 3 du règlement, p. 198.
79. — Proposition de loi de M. Mamadou Dia relative à la création en Afrique occidentale française d'une banque africaine des coopératives, p. 198.
80. — Proposition de résolution de M. Bertaud tendant à reporter au 30 mars le délai imparti aux communes et aux départements pour la présentation de leur budget 1952, p. 199.
81. — Avis de la commission des finances par M. Jean Maroger, sur le projet de loi tendant à ratifier le traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier, p. 200.
Voir: Assemblée nationale, nos 727, 1786, 1850, 1950 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 817 (année 1951), 63 et 64 (année 1952).
82. — Proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à ne prendre aucun engagement en matière d'armée européenne sans une discussion préalable devant le Conseil de la République, p. 206.
83. — Rapport de M. Sclafar sur le projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les caisses d'épargne, p. 206.
Voir: Assemblée nationale, nos 1598, 1908 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 824 (année 1951).
84. — Rapport de M. Bertaud sur la proposition de résolution tendant à commémorer le vingt-cinquième anniversaire de la tentative de traversée de l'Atlantique-Nord par l'équipage Nungesser-Coll, p. 206.
Voir: Conseil de la République, n° 27 (année 1952).
85. — Rapport de M. Lodéon sur la proposition de loi tendant à refuser l'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne relative à la parité de traitement entre les fonctionnaires algériens et métropolitains, p. 207.
Voir: Assemblée nationale, nos 162, 754, 887, 1899 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 59 (année 1952).
86. — Rapport de M. Jacques Gadoin sur le projet de loi tendant à modifier le délai prévu à l'article 5 de la loi tendant à interdire le système de vente avec timbres-primés, p. 208.
Voir: Assemblée nationale, nos 1095, 2072 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 18 (année 1952).
87. — Rapport de M. Enjalbert sur le projet de loi portant création d'une justice de paix à compétence étendue à Touggourt, p. 208.
Voir: Assemblée nationale, nos 1058, 2150 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 51 (année 1952).
88. — Rapport de M. Louis André sur le projet de loi tendant à modifier la loi relative aux sociétés coopératives de reconstruction, p. 209.
Voir: Assemblée nationale, nos 1432, 1740 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 858 (année 1951).
89. — Proposition de résolution de M. Méric relative au cumul des pensions de veuves de guerre avec l'allocation temporaire aux vieux, p. 209.
90. — Proposition de résolution de M. Méric tendant à accorder le bénéfice de l'allocation aux vieux à certains titulaires d'une pension de réversion, p. 209.
91. — Avis de la commission des affaires étrangères par M. Léo Hamon, sur le projet de loi portant ouverture de crédits en vue de l'assistance économique à la Yougoslavie, p. 210.
Voir: Assemblée nationale, nos 892, 2366 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 58, 75 (année 1952).

- 92.** — Rapport de M. Rabouin sur le projet de loi relatif à l'avancement des juges de paix, p. 211.
Voir: Assemblée nationale, nos 1207, 1979 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 13 (année 1952).
- 93.** — Projet de loi relatif à la variation du salaire minimum national interprofessionnel garanti, en fonction du coût de la vie, p. 211.
Voir: Assemblée nationale, nos 2190, 2612 (2^e législ.).
- 94.** — Proposition de loi de M. Boivin-Champeaux tendant à modifier la loi sur les caisses d'épargne, p. 212.
- 95.** — Avis de la commission de l'intérieur, par M. Léo Hamon, sur la proposition de loi relative à la reconstruction du monument commémoratif du général Mangin, p. 212.
Voir: Assemblée nationale, nos 41, 1823 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 307 (année 1951), 55 (année 1952).
- 96.** — Proposition de loi de M. Jean Durand tendant à majorer les prestations familiales servies aux travailleurs indépendants, p. 213.
- 97.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la formation de l'Assemblée territoriale des Comores, p. 213.
Voir: Assemblée nationale, nos 2571, 2637 (2^e législ.).
- 98.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale des Etablissements français de l'Océanie, p. 214.
Voir: Assemblée nationale, nos 1964, 2638, 2743 (2^e législ.).
- 99.** — Rapport de M. Naveau sur le projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'artisanat, p. 215.
Voir: Assemblée nationale, nos 1, 5, 2019 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 881 (année 1951).
- 100.** — Avis de la commission de la justice, par M. Benhabyles, sur le projet de loi portant création d'une justice de paix à compétence étendue à Touggourt (Algérie), p. 215.
Voir: Assemblée nationale, nos 1058, 2150 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 51, 67 (année 1952).
- 101.** — Avis de la commission de la défense nationale, par M. de Maupeou, sur le projet de loi tendant à ratifier le traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier, p. 215.
Voir: Assemblée nationale, nos 727, 1786, 1850, 1855, 1900 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 817 (année 1951), 63, 64, 81 (année 1952).
- 102.** — Avis de la commission des affaires économiques, par M. Longchambon, sur le projet de loi tendant à ratifier le traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier, p. 219.
Voir: Assemblée nationale, nos 727, 1786, 1850, 1855, 1900 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 817 (année 1951), 63, 64, 81, 101 (année 1952).
- 103.** — Avis de la commission des finances, par M. Rogier, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à refuser l'homologation de la décision n° 51-A-17 votée par l'assemblée algérienne au cours de sa session ordinaire de mai-juin 1951, relative à la parité de traitement entre les fonctionnaires algériens et métropolitains, et à déterminer les éléments de la rémunération des fonctionnaires algériens, p. 222.
Voir: Assemblée nationale, nos 102, 754, 887, 1899 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 59 et 85 (année 1952).
- 104.** — Projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services de la défense nationale pendant les mois de mars et avril 1952, p. 222.
Voir: Assemblée nationale, nos 2817, 2824 (2^e législ.).
- 105.** — Projet de loi tendant à modifier l'article 30 du livre IV du code du travail relatif aux élections prud'homales, p. 224.
Voir: Assemblée nationale, nos 2184, 2560 (2^e législ.).
- 106.** — Projet de loi tendant à modifier l'article 67 du livre IV du code du travail, p. 224.
Voir: Assemblée nationale, nos 1290, 2558 (2^e législ.).
- 107.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant l'article 61 du livre 1^{er} du code du travail, p. 224.
Voir: Assemblée nationale, nos 788, 2559 (2^e législ.).
- 108.** — Proposition de loi de M. Liotard tendant à modifier le code général des impôts en vue de favoriser la construction de logements nouveaux, p. 224.
- 109.** — Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 225.
- 110.** — Rapport de M. Pic sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'exploitation de navires météorologiques dans l'Atlantique Nord (nouvelle délibération), p. 225.
Voir: Assemblée nationale, nos 9889, 10607, 11936 (1^{re} législ.), 22191 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 680, 746 (année 1950) et 49 (année 1952).
- 111.** — Proposition de résolution de M. Rabouin tendant à la modification de l'article 710 du code général des impôts, p. 226.
- 112.** — Rapport de M. Pierre Boudet sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services de la défense nationale pendant les mois de mars et avril 1952, p. 226.
Voir: Assemblée nationale, nos 2817, 2824 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 104 (année 1952).
- 113.** — Projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France, p. 226.
Voir: Assemblée nationale, n° 2849 (2^e législ.).
- 114.** — Rapport de M. Berthoin sur le projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France, p. 226.
Voir: Assemblée nationale, n° 2849 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 113 (année 1952).
- 115.** — Proposition de loi de M. Pellenc tendant au redressement économique et financier de la nation, p. 226.
- 116.** — Rapport de M. Michel Debré sur la proposition de résolution tendant à demander à l'Assemblée nationale de prendre l'initiative d'une procédure nouvelle de révision constitutionnelle, p. 228.
Voir: Conseil de la République, n° 727 (année 1951).
- 117.** — Rapport de M. Jozeau-Marigné sur la proposition de loi tendant à modifier les dispositions en vigueur relatives au nom des enfants naturels reconnus d'abord par la mère, p. 239.
Voir: Assemblée nationale, nos 42432, 13270 (1^{re} législ.), 324, 1819 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 865 (année 1951).
- 118.** — Rapport de M. Deutschmann sur la proposition de résolution tendant à reporter au 30 mars le délai imparti aux communes et aux départements pour la présentation de leur budget 1952, p. 241.
Voir: Conseil de la République, n° 80 (année 1952).
- 119.** — Rapport de M. de Montalembert en vue de présenter les candidatures pour les trois sièges du comité constitutionnel à la ratification du Conseil de la République, p. 242.
- 120.** — Proposition de loi de M. Marrane tendant à porter à 60 p. 100 la réduction accordée aux groupes sportifs voyageant sur les chemins de fer, p. 242.
- 121.** — Rapport de M. Martial Brousse sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation, p. 242.
Voir: Assemblée nationale, nos 9325, 13026 (1^{re} législ.), 821 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 909 (année 1951).
- 122.** — Avis de la commission de la production industrielle par M. Armengaud sur le projet de loi relatif à la variation du salaire minimum national interprofessionnel garanti en fonction du coût de la vie, p. 243.
Voir: Assemblée nationale, nos 2490, 2612 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 93 (année 1952).
- 123.** — Rapport de M. Schwartz sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant au maintien en activité de certains fonctionnaires, p. 244.
Voir: Assemblée nationale, nos 1142, 2151 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 52 (année 1952).
- 124.** — Rapport de M. Lodéon sur la proposition de résolution tendant à accorder une aide aux habitants de l'anse de Kourou, victimes des tempêtes, p. 244.
Voir: Conseil de la République, n° 43 (année 1952).
- 125.** — Proposition de loi de M. Schwartz, tendant à rétablir, en matière d'élections municipales, le régime électoral de la loi du 5 avril 1884, p. 245.
- 126.** — Proposition de loi de M. Robert Le Guyon relative à la limitation du nombre des ministères, p. 245.
- 127.** — Rapport de M. Lassalle-Séré sur le projet de loi tendant à rendre applicable dans les territoires d'outre-mer la loi abrogeant les dispositions législatives qui suppriment ou limitent le droit d'accorder le sursis, p. 246.
Voir: Assemblée nationale, nos 1805, 2198 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 12 (année 1952).
- 128.** — Projet de loi tendant à approuver deux conventions conclues entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France, p. 246.
Voir: Assemblée nationale, n° 2915 (2^e législ.).
- 129.** — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi complétant le code pénal par un article 367, p. 246.
Voir: Assemblée nationale, nos 1791, 2420 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 50 (année 1952).

- 130.** — Rapport de M. Berthoin sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à approuver deux conventions conclues entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France, p. 247.
Voir: Assemblée nationale, n° 2915 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 128 (année 1952).
- 131.** — Rapport de M. Giacomoni sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la célébration de la création de la médaille militaire, p. 247.
Voir: Assemblée nationale, n° 1725, 2195, 2319 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 44 (année 1952).
- 132.** — Projet de loi relatif aux radio-éléments artificiels, p. 247.
Voir: Assemblée nationale, n° 9995, 11256 (1^{re} législ.) et 1973 (2^e législ.).
- 133.** — Projet de loi relatif à l'utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés, p. 248.
Voir: Assemblée nationale, n° 9874, 11791 (1^{re} législ.) et 1749 (2^e législ.).
- 134.** — Proposition de résolution de M. Naveau tendant à inviter le Gouvernement à définir sa politique d'ensemble en face du problème des prix agricoles et des prix industriels, p. 248.
- 135.** — Proposition de résolution de M. Héline tendant à élever le général Juin à la dignité de maréchal de France, p. 249.
- 136.** — Proposition de résolution de M. Courrière tendant à faire ouvrir des crédits pour réparer les dommages causés dans le département de l'Aude par les inondations, p. 249.
- 137.** — Rapport de M. Dassaud sur le projet de loi relatif à la variation du salaire minimum national interprofessionnel garanti, en fonction du coût de la vie, p. 249.
Voir: Assemblée nationale, n° 2490, 2642 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 93, 122 (année 1952).
- 138.** — Rapport supplémentaire de M. Abel-Durand sur le projet de loi relatif à la variation du salaire minimum national interprofessionnel garanti, en fonction du coût de la vie, p. 249.
Voir: Assemblée nationale, n° 2490, 2642 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 93, 122, 137 (année 1952).
- 139.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, complétant la loi tendant à permettre de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi, p. 250.
Voir: Assemblée nationale, n° 2489, 2746 (2^e législ.).
- 140.** — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la convention entre la Belgique, la France et l'Italie, tendant à coordonner l'application aux ressortissants des trois pays des législations sur la sécurité sociale, p. 250.
Voir: Assemblée nationale, n° 1275, 2280 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 48 (année 1952).
- 141.** — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la convention entre la France et le Conseil de l'Europe sur l'application de la législation française de sécurité sociale au personnel dudit conseil, p. 250.
Voir: Assemblée nationale, n° 973, 2277 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 56 (année 1952).
- 142.** — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier la convention entre la France et le Danemark sur la sécurité sociale, p. 250.
Voir: Assemblée nationale, n° 1278, 2281 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 57 (année 1952).
- 143.** — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à ratifier l'accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans, p. 251.
Voir: Assemblée nationale, n° 1131, 2279 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 71 (année 1952).
- 144.** — Proposition de résolution de M. Claparède tendant à restituer au service des alcools, les moyens indispensables pour assurer son bon fonctionnement, p. 251.
- 145.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger la loi accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients d'hôtels, p. 253.
Voir: Assemblée nationale, n° 104, 1107, 2808, 2926 (2^e législ.).
- 146.** — Proposition de résolution de M. Héline relative aux secrétaires administratifs des établissements du second degré, p. 253.
- 147.** — Proposition de loi de M^{lle} Mireille Dumont tendant à réorganiser l'hygiène scolaire et universitaire, p. 254.
- 148.** — Proposition de loi de M. Boivin-Champeaux tendant à modifier l'article 11 de la loi relative au conseil supérieur de l'éducation nationale, p. 255.
- 149.** — Proposition de résolution de M. Vauthier tendant à venir en aide aux victimes du cyclone qui a dévasté le département de la Réunion, p. 255.
- 150.** — Projet de loi tendant à la modification des dispositions relatives à l'organisation transitoire de la justice à Madagascar, p. 255.
Voir: Assemblée nationale, n° 7540, 8901, 12059 (1^{re} législ.) et 676 (2^e législ.).
- 151.** — Rapport de M. Aubert sur la proposition de résolution tendant à réformer l'exploitation des lignes d'intérêt secondaire de la Société nationale des chemins de fer français, p. 257.
Voir: Conseil de la République, n° 618 (année 1951).
- 152.** — Rapport de M. Louis Gros sur la proposition de loi tendant à proroger la loi accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, p. 258.
Voir: Assemblée nationale, n° 101, 1107, 2808, 2926 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 145 (année 1952).
- 153.** — Rapport de M. Vauthier sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour venir en aide aux victimes du cyclone et des inondations qui ont dévasté le département de la Réunion, p. 258.
Voir: Conseil de la République, n° 149 (année 1952).
- 154.** — Proposition de loi de M. Radius tendant à compléter la loi sur les dommages de guerre, p. 258.
- 155.** — Proposition de loi de M. Robert Le Guyon tendant à subordonner le vote des dépenses de l'Etat à celui des recettes, p. 259.
- 156.** — Projet de loi tendant à modifier l'article 253 du code d'instruction criminelle applicable en Afrique occidentale française, p. 259.
Voir: Assemblée nationale, n° 1311, 2751 (2^e législ.).
- 157.** — Proposition de résolution de M. Pellenc tendant à élever les maxima dans la limite desquels les communes sont autorisées à passer des marchés de gré à gré, p. 259.
- 158.** — Rapport de M. Bolifraud sur le projet de résolution portant, pour l'exercice 1950: a) règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Conseil de la République; b) règlement définitif du compte de l'abonnement aux chemins de fer; c) règlement définitif des comptes de la caisse des retraites des sénateurs et de celle du personnel; d) règlement définitif des comptes de la caisse de sécurité sociale des sénateurs et de celle du personnel; e) approbation du compte de gestion du trésorier; f) approbation des comptes des buvettes, p. 260.
- 159.** — Projet de loi tendant à ratifier le traité de paix avec le Japon, p. 262.
Voir: Assemblée nationale, n° 4527, 1659, 3055 (2^e législ.).
- 160.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à faire bénéficier les combattants d'Indochine et de Corée des dispositions relatives aux combattants, p. 263.
Voir: Assemblée nationale, n° 585, 1992, 1960 (2^e législ.).
- 161.** — Rapport de M. Mathieu sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 136 du code de la pharmacie (libérons à tube et seringues), p. 263.
Voir: Assemblée nationale, n° 1613, 2453 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 70 (année 1952).
- 162.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 29 de l'ordonnance relative au statut de la coopération agricole, p. 263.
Voir: Assemblée nationale, n° 829, 2169, 2987 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 601 (année 1951).
- 163.** — Proposition de loi de M. de Menditte tendant à compléter l'article 34 de l'ordonnance portant organisation de la sécurité sociale, p. 263.
- 164.** — Proposition de résolution de M. Yves Jaouen tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant ouverture de crédits pour réparer les pertes causées par les tempêtes du mois de mars 1952 dans le Finistère, p. 261.
- 165.** — Projet de loi portant ouverture de crédits au titre de l'allocation temporaire et de la sécurité sociale minière, p. 264.
Voir: Assemblée nationale, n° 8128, 3138 (2^e législ.).
- 166.** — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi portant ouverture de crédits au titre de l'allocation temporaire et de la sécurité sociale minière, p. 265.
Voir: Assemblée nationale, n° 3128, 3138 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 165 (année 1952).
- 167.** — Rapport supplémentaire de M. Aubert sur la proposition de résolution tendant à réformer l'exploitation des lignes d'intérêt secondaire de la Société nationale des chemins de fer français, p. 265.
Voir: Conseil de la République, n° 618 (année 1951) et 151 (année 1952).
- 168.** — Proposition de résolution de M. Delalande tendant à compléter le code de la route en ce qui concerne la conduite des tracteurs agricoles, p. 265.

- 169.** — Avis de la commission des finances sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la célébration du centenaire de la création de la médaille militaire, p. 265.
Voir: Assemblée nationale nos 1725, 2195, 2319 (2^e législ.); Conseil de la République nos 41, 131 (année 1952).
- 170.** — Proposition de résolution de M. Estève tendant à accorder des secours aux ostréiculteurs de la baie du Mont-Saint-Michel victimes des tempêtes, p. 266.
- 171.** — Proposition de résolution de Mme Marcelle Devaud tendant à prévoir l'allocation, par l'Etat au département de la Seine, d'une subvention pour alléger les charges imposées par les enseignements spéciaux, p. 266.
- 172.** — Rapport de M. Menu sur le projet de loi tendant à modifier l'article 67 a du livre IV du code du travail, p. 266.
Voir: Assemblée nationale nos 1280, 2538 (2^e législ.); Conseil de la République no 106 (année 1952).
- 173.** — Rapport de Mme Delabie sur la proposition de loi concernant certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, p. 266.
Voir: Assemblée nationale nos 501, 1561, 2150, 2581 (2^e législ.); Conseil de la République no 67 (année 1952).
- 174.** — Projet de loi portant déclassement de la section de ligne Port-Boulet—Avoine-Beaumont, p. 268.
Voir: Assemblée nationale nos 1892, 2927 (2^e législ.).
- 175.** — Projet de loi portant déclassement de la section de ligne Amélie-les Bains—Arles-sur-Tech, p. 268.
Voir: Assemblée nationale nos 2678, 2991 (2^e législ.).
- 176.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à dispenser du service militaire actif les jeunes gens dont deux proches parents sont « morts pour la France », p. 268.
Voir: Assemblée nationale nos 1297, 2910 (2^e législ.).
- 177.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, étendant à l'Algérie des articles 61 et 64 a du livre II du code du travail, p. 269.
Voir: Assemblée nationale nos 1212, 2243 (2^e législ.).
- 178.** — Proposition de loi de M. Yourc'h tendant à faire bénéficier certains militaires n'ayant jamais appartenu aux cadres de l'armée active, d'une pension proportionnelle à la durée de leurs services, p. 269.
- 179.** — Rapport de M. Georges Maire sur la proposition de loi complétant la loi tendant à permettre de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi, p. 269.
Voir: Assemblée nationale nos 2489, 2746 (2^e législ.); Conseil de la République no 139 (année 1952).
- 180.** — Proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Patinoire relative à l'institution de l'épargne construction, p. 270.
- 181.** — Projet de loi tendant à ratifier le protocole relatif à la signalisation routière, p. 271.
Voir: Assemblée nationale, nos 1370, 2766, 3097 (2^e législ.).
- 182.** — Proposition de loi de M. Georges Pernot tendant à modifier la loi portant interdiction de rendre compte d'aucun procès en diffamation, p. 271.
- 183.** — Rapport de M. Marins Moutet sur le projet de loi tendant à ratifier le traité de paix avec le Japon, p. 272.
Voir: Assemblée nationale, nos 1527, 1659, 3055 (2^e législ.); Conseil de la République, no 159 (année 1952).
- 184.** — Projet de loi de finances pour l'exercice 1952, p. 278.
Voir: Assemblée nationale, nos 2031, 3108, 3129, 3137 (2^e législ.).
- 185.** — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1952, p. 292.
Voir: Assemblée nationale, nos 3031, 3108, 3129, 3137 (2^e législ.); Conseil de la République no 181 (année 1952).
- 186.** — Avis de la commission de la production industrielle par M. Delfortrie sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1952, p. 313.
Voir: Assemblée nationale, nos 3031, 3108, 3129, 3137 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 181, 185 (année 1952).
- 187.** — Proposition de résolution de M. Naveau tendant à l'abrogation de la loi interdisant le cumul des professions de marchand de chevaux et de marchand de bestiaux, p. 327.
- 188.** — Proposition de résolution de M. Jozeau-Maigné tendant à la modification de l'article 1073 du code civil, p. 327.
- 189.** — Rapport de M. Ruin sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à supprimer la condition de résidence exigée pour l'éligibilité aux conseils de prud'hommes, par l'article 23 du livre IV du code du travail, p. 328.
Voir: Assemblée nationale, nos 1691, 2278 (2^e législ.); Conseil de la République, no 73 (année 1952).
- 190.** — Rapport de M. Ruin sur le projet de loi tendant à modifier l'article 30 du livre IV du code du travail relatif aux élections prud'homales, p. 328.
Voir: Assemblée nationale, nos 2184, 2560 (2^e législ.); Conseil de la République, no 105 (année 1952).
- 191.** — Rapport de M. Driant sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale tendant à modifier l'article 29 de l'ordonnance du 12 octobre 1945 relative au statut juridique de la coopération agricole, p. 328.
Voir: Assemblée nationale, nos 829, 2169, 2987 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 671 (année 1951), 162 (année 1952).
- 192.** — Avis de la commission des finances par M. Tharradin sur le projet de loi de finances pour 1952, p. 328.
Voir: Assemblée nationale, nos 3031, 3108, 3129, 3137 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 181, 185, 186 (année 1952).
- 193.** — Proposition de résolution de M. Robert Le Guyon tendant au vote de la loi organique qui réglera le mode de présentation du budget, p. 328.
- 194.** — Proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel tendant à réglementer la profession de professeur de judo, p. 328.
- 195.** — Avis de la commission des finances par M. Driant sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1952, p. 329.
Voir: Assemblée nationale, nos 3031, 3108, 3129, 3137 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 181, 185, 186, 192 (année 1952).
- 196.** — Projet de loi portant: 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951; 2^o ratification de décrets, p. 329.
Voir: Assemblée nationale, nos 2191, 2587, 3032, 3126, 3167 (2^e législ.).
- 197.** — Projet de loi prorogeant la loi portant organisation provisoire des transports maritimes, p. 346.
Voir: Assemblée nationale, nos 3059, 3165 (2^e législ.).
- 198.** — Projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses des services de la défense nationale pendant le mois de mai 1952, p. 316.
Voir: Assemblée nationale, nos 3224, 3273 (2^e législ.).
- 199.** — Rapport de M. Berthoin sur le projet de loi portant: 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951; 2^o ratification de décrets, p. 351.
Voir: Assemblée nationale, nos 2191, 2587, 2986, 3032, 3126, 3167 (2^e législ.); Conseil de la République, no 196 (année 1952).
- 200.** — Rapport de M. Abel Durand sur le projet de loi, prorogeant la loi du 3 avril 1950 portant organisation provisoire des transports maritimes, reconduite par la loi no 51-473 du 26 avril 1951, p. 351.
Voir: Assemblée nationale, nos 3059, 3165 (2^e législ.); Conseil de la République, no 197 (année 1952).
- 201.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers, p. 351.
Voir: Assemblée nationale, nos 139, 163, 396, 411, 508, 623, 624, 1217, 1497, 1551, 2360, 2968 (2^e législ.).
- 202.** — Projet de loi tendant à ratifier le traité de cession du territoire de la ville libre de Chandernagor, p. 352.
Voir: Assemblée nationale, nos 1343, 2806, 3219 (2^e législ.).
- 203.** — Projet de loi tendant à modifier l'article 55 de la loi du 23 septembre 1948, relative à l'élection des conseillers de la République, p. 352.
Voir: Assemblée nationale, no 3291 (2^e législ.).
- 204.** — Rapport de M. de Montalembert sur le projet de loi tendant à modifier l'article 55 de la loi du 23 septembre 1948, relative à l'élection des conseillers de la République, p. 352.
Voir: Assemblée nationale, no 3291 (2^e législ.); Conseil de la République, no 203 (année 1952).
- 205.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la composition et à la formation du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, p. 352.
Voir: Assemblée nationale nos 2491, 2667, 2949, 3190 (2^e législ.).
- 206.** — Proposition de résolution de M. Rotinat tendant à étendre le bénéfice de la carte du combattant à tous les militaires ayant séjourné au moins six mois dans la zone des armées, p. 353.
- 207.** — Rapport de M. Robert Aubé sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la formation de l'assemblée territoriale des Comores et complétant la loi no 52-130 du 6 février 1952 relative à la formation des assemblées de groupe et des assemblées locales d'Afrique occidentale française, d'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de Madagascar, p. 353.
Voir: Assemblée nationale nos 2571, 2637 (2^e législ.); Conseil de la République no 97 (année 1952).

208. — Rapport de M. Gatuing sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la composition et à la formation du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, p. 353.
Voir: Assemblée nationale n°s 2191, 2667, 2919, 3190 (2^e législ.); Conseil de la République n° 205 (année 1952).

209. — Projet de loi relatif à l'Union française des associations de combattants et de victimes de la guerre, p. 353.
Voir: Assemblée nationale n°s 2868, 3005 (2^e législ.).

210. — Projet de loi portant ratification de l'accord franco-cubain sur la propriété industrielle, p. 353.
Voir: Assemblée nationale n°s 2191, 3098 (2^e législ.).

211. — Projet de loi édictant les mesures de contrôle des régimes de sécurité sociale en Algérie, p. 351.
Voir: Assemblée nationale n°s 1136, 12939 (1^{re} législ.); 1271, 1557, 2179, 2884 (2^e législ.).

212. — Projet de loi autorisant le transfert des cendres de Louis Braille au Panthéon, p. 357.
Voir: Assemblée nationale n° 2057, 3193, 3211 (2^e législ.).

213. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant création du conseil interprofessionnel des vins d'Anjou et de Saumur, p. 357.
Voir: Assemblée nationale n°s 634, 1078, 1985, 2758, 3164 (2^e législ.); Conseil de la République n° 672 (année 1951).

214. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 81 du code des pensions militaires d'invalidité, p. 358.
Voir: Assemblée nationale n° 787, 2994 (2^e législ.).

215. — Proposition de loi de M. Menu relative à la réglementation des marchés conclus par les communes, p. 359.

216. — Rapport de M. Ernest Pezet sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité de cession du territoire de la ville libre de Chandernagor, p. 359.
Voir: Assemblée nationale n°s 1313, 2866, 3219 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 202 (année 1952).

217. — Rapport de M. Bernard Chochoy sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à étendre le bénéfice de la dispense des obligations du service militaire actif aux jeunes gens dont deux proches parents sont « morts pour la France », p. 359.
Voir: Assemblée nationale n°s 1297, 2940 (2^e législ.); Conseil de la République n° 176 (année 1952).

218. — Rapport de M. Benthain sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1952 (2^e délibération), p. 360.
Voir: Assemblée nationale n°s 3081, 3108, 3129, 3137 (2^e législ.); Conseil de la République n°s 184, 185, 186, 192, 195 (année 1952).

219. — Rapport par M. Pierre Boudet sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services de la défense nationale pendant le mois de mai 1952, p. 360.
Voir: Assemblée nationale n°s 3224, 3278 (2^e législ.); Conseil de la République n° 198 (année 1952).

220. — Proposition de loi de M. Marcel Molle tendant à compléter la loi du 1^{er} septembre 1948 (maintien dans les lieux), p. 360.

221. — Proposition de loi de M. Paumelle relative à la taxe sur le chiffre d'affaires sur la préfabrication en reconstruction, p. 360.

222. — Proposition de loi de M. Paumelle tendant à accepter les titres de reconstruction en paiement des impôts, p. 360.

223. — Proposition de loi de M. Paumelle relative à la délégation sur travaux aux organismes de sécurité sociale, p. 361.

224. — Proposition de résolution de M. Paumelle tendant à recommander à l'Etat et aux collectivités publiques de traiter leurs travaux par corps d'état, p. 361.

225. — Rapport de M. Zussy sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale tendant à commémorer l'armistice du 8 mai 1945, p. 361.
Voir: Assemblée nationale, n°s 1726, 2213 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 72 (année 1952).

226. — Proposition de résolution de M. Bizard tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans les délais les plus brefs un projet de loi tendant à réduire l'indemnité parlementaire de 10 p. 100, p. 362.

227. — Rapport de M. Lassalle-Séré sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale relative à l'Assemblée territoriale des Etablissements français de l'Océanie, p. 362.
Voir: Assemblée nationale, n°s 1964, 2638, 2713 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 98 (année 1952).

228. — Rapport supplémentaire de M. Menu sur le projet de loi tendant à modifier l'article 67 a du livre IV du code du travail, p. 363.
Voir: Assemblée nationale, n°s 1280, 2558 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 106 et 172 (année 1952).

229. — Rapport de Mme Marcelle Devard sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale modifiant l'article 61 du livre 1^{er} du code du travail, p. 369.
Voir: Assemblée nationale, n°s 788, 2559 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 107 (année 1952).

230. — Avis de la commission du travail par M. Tharradin sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale tendant à commémorer l'armistice du 8 mai 1945, p. 369.
Voir: Assemblée nationale, n°s 1726, 2213 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 72 et 225 (année 1952).

231. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à autoriser le ministre des finances à émettre un emprunt à capital garanti et bénéficiant d'exemptions fiscales, p. 369.
Voir: Assemblée nationale, n° 3132 (2^e législ.).

232. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à autoriser le ministre des finances à émettre un emprunt à capital garanti et bénéficiant d'exemptions fiscales, p. 369.
Voir: Assemblée nationale, n° 3132 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 231 (année 1952).

233. — Proposition de résolution de M. Lemaire tendant à inviter le Gouvernement à assurer le prix de revient du prix du blé en 1952, p. 369.

234. — Rapport d'information de MM. Cozzano, Razac et Romant sur la mission d'enquête sur l'office du Niger, p. 369.

235. — Proposition de résolution de M. Hippolyte Masson tendant à abroger la circulaire relative aux allocations aux vieux travailleurs des collectivités locales non soumis au régime des retraites de ces collectivités, p. 371.

236. — Proposition de loi de M. Marcel Lemaire tendant à assurer le prix de revient du prix du blé, p. 371.

237. — Proposition de loi de M. Hippolyte Masson tendant à annuler la circulaire relative aux allocations aux vieux travailleurs des collectivités locales non soumis au régime des retraites de ces collectivités, p. 375.

238. — Avis de la commission de la justice par M. Delalande sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 67 a du livre IV du code du travail, p. 375.
Voir: Assemblée nationale, n°s 1280, 2558 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 106, 172 et 228 (année 1952).

239. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services de la défense nationale pendant le mois de juin 1952, p. 375.
Voir: Assemblée nationale, n° 3137 (2^e législ.).

240. — Rapport par M. Lamousse sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le transfert des cendres de Louis Braille au Panthéon, p. 376.
Voir: Assemblée nationale, n°s 2057, 3193, 3211 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 212 (année 1952).

241. — Projet de loi ouvrant un délai spécial pour les demandes de révision de pension au profit des militaires retraités rappelés à l'activité, p. 376.
Voir: Assemblée nationale, n°s 1222, 2640, 3280 (2^e législ.).

242. — Rapport de M. Pierre Boudet sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services de la défense nationale pendant le mois de juin 1952, p. 376.
Voir: Assemblée nationale, n°s 3137 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 230 (année 1952).

243. — Allocution de M. Landry, président d'âge, p. 376.

244. — Allocution de M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, p. 376.

245. — Proposition de loi de M. Clavier tendant à modifier l'article 46 de la loi de finances relatif à l'amnistie fiscale, p. 376.

246. — Projet de loi relatif à la variation du salaire minimum national interprofessionnel garanti, en fonction du coût de la vie, p. 377.
Voir: Assemblée nationale, n°s 3133, 3502 (2^e législ.).

247. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à réglementer le port de l'insigne des blessés de guerre, p. 377.
Voir: Assemblée nationale, n°s 2430, 2952 (2^e législ.).

248. — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à rendre applicable à l'Algérie la codification des textes législatifs relatifs à la pharmacie, p. 378.
Voir: Assemblée nationale, n°s 2153, 3191 (2^e législ.).

249. — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à prévoir un crédit supplémentaire pour célébrer le centenaire de la création de la médaille militaire, p. 378.
Voir: Assemblée nationale, n°s 3140, 3514 (2^e législ.).

- 250.** — Projet de loi concernant la caisse nationale de garantie des ouvriers dockers, p. 378.
Voir: Assemblée nationale, n°s 3115, 3275 (2^e législ.).
- 251.** — Projet de loi tendant à ratifier la convention entre les États parties du traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, p. 378.
Voir: Assemblée nationale n° 2670, 3436 (2^e législ.).
- 252.** — Projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées, p. 379.
Voir: Assemblée nationale, n°s 8372, 8487, 8715, 9556, 10231, 10379, 10411, 10707, 11258, 11331, 11600 (1^{re} législ.); 479, 3451, 3560 (2^e législ.).
- 253.** — Rapport de M. Lifaise sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à prévoir un crédit supplémentaire de 10 millions de francs, pour célébrer dignement le centenaire de la Médaille militaire, p. 382.
Voir: Assemblée nationale, n°s 3140, 3544 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 249 (année 1952).
- 254.** — Proposition de loi de M. Alex Roubert tendant à assurer la réparation intégrale des dommages résultant de catastrophes naturelles imprévisibles, p. 382.
- 255.** — Proposition de résolution de M. Assaillet tendant à venir en aide aux populations de l'Ariège victimes d'une tornade, p. 383.
- 256.** — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi relatif à la variation du salaire minimum national interprofessionnel garanti, en fonction du coût de la vie, p. 383.
Voir: Assemblée nationale, n°s 3433, 3502 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 246 (année 1952).
- 257.** — Rapport de M. de Montullé sur le projet de loi relatif à l'Union française des associations de combattants et de victimes de guerre, p. 392.
Voir: Assemblée nationale, n°s 2663, 3005 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 209 (année 1952).
- 258.** — Rapport de M. Rupied sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à faire bénéficier les combattants d'Indochine et de Corée des dispositions relatives aux combattants, p. 392.
Voir: Assemblée nationale, n°s 585, 1960, 1992 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 160 (année 1952).
- 259.** — Proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à ne procéder à aucune mesure d'exécution anticipée du projet de communauté européenne de défense, p. 393.
- 260.** — Proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à assurer à la France une représentation égale à l'Allemagne au sein du comité consultatif créé par le traité de communauté du charbon et de l'acier, p. 393.
- 261.** — Proposition de loi de Mme Marie-Hélène Cardot tendant à la prise en compte des enfants décédés par faits de guerre pour l'attribution du droit à la majoration de la retraite vieillesse, p. 393.
- 262.** — Rapport de M. Vourc'h sur la proposition de résolution tendant à l'abrogation de la loi réglementant la prostitution, p. 393.
Voir: Conseil de la République, n° 7 (année 1951).
- 263.** — Rapport de M. Henri Cordier sur le projet de loi portant ratification de l'accord franco-cubain sur la propriété industrielle, p. 396.
Voir: Assemblée nationale, n°s 2191, 3098 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 210 (année 1952).
- 264.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services militaires (défense nationale), p. 396.
Voir: Assemblée nationale, n°s 3226, 3556, 3600, 3607, 3625, 3634, 3665, 3700, 3706 (2^e législ.).
- 265.** — Rapport de M. Lodéon sur le projet de loi portant déclassement de la section Port-Boulet-Avoine-Beaumont de la ligne de Port-Boulet à Port-de-Piles, p. 411.
Voir: Assemblée nationale n°s 1892, 2927 (2^e législ.); Conseil de la République n° 174 (année 1952).
- 266.** — Rapport de M. Lodéon sur le projet de loi portant déclassement de la section Amélie-les-Bains-Aries-sur-Tech de la ligne d'Elne à Aries-sur-Tech, p. 411.
Voir: Assemblée nationale n°s 1892, 2927 (2^e législ.); Conseil de la République n° 175 (année 1952).
- 267.** — Rapport de M. de Geoffre sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant création du conseil interprofessionnel des vins d'Anjou et de Saumur, p. 411.
Voir: Assemblée nationale n°s 631, 1078, 1985, 2758, 3164 (2^e législ.); Conseil de la République n°s 672 (année 1951) et 213 (année 1952).
- 268.** — Rapport de M. Pic sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à rendre applicable à l'Algérie la codification des textes législatifs relatifs à la pharmacie, p. 412.
Voir: Assemblée nationale n°s 2155, 3191 (2^e législ.); Conseil de la République n° 248 (année 1952).
- 269.** — Rapport de M. Lodéon sur la proposition de résolution relative au renouvellement des concessions funéraires, p. 412.
Voir: Conseil de la République n° 69 (année 1952).
- 270.** — Proposition de résolution de M. Minvielle tendant à venir en aide aux populations victimes de la tornade qui a dévasté les Landes, p. 413.
- 271.** — Proposition de résolution de M. Monsarrat tendant à accorder une aide aux sinistrés du fait des orages dans le Tarn, p. 413.
- 272.** — Avis de la commission des affaires économiques par M. de Villoutreys sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif à la variation du salaire minimum national interprofessionnel garanti, en fonction du coût de la vie, p. 413.
Voir: Assemblée nationale, n°s 3433, 3502 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 246, 256 (année 1952).
- 273.** — Rapport de M. Alfred Paget sur le projet de loi relatif aux radio-éléments artificiels, p. 413.
Voir: Assemblée nationale, n°s 1125, 9995 (1^{re} législ.), et 1973 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 132 (année 1952).
- 274.** — Rapport de M. Plait sur le projet de loi sur l'utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés, p. 414.
Voir: Assemblée nationale, n°s 9874, 11791 (1^{re} législ.), et 1749 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 133 (année 1952).
- 275.** — Rapport de M. Ernest Pezet sur le projet de loi tendant à ratifier la convention entre les États parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, p. 415.
Voir: Assemblée nationale, n°s 2670, 3436 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 251 (année 1952).
- 276.** — Proposition de résolution de M. Zussy tendant à venir en aide aux victimes de la tornade qui s'est abattue sur Lutterbach et Pfaltz, p. 419.
- 277.** — Rapport de M. Georges Pernot fait au nom de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites, p. 420.
Voir: Conseil de la République, n° 109 (année 1952).
- 278.** — Proposition de loi de M. Marcel Plaisant, tendant à modifier le taux des taxes et des annuités des brevets d'invention, p. 420.
- 279.** — Proposition de loi de M. Durand-Réville tendant à modifier la loi relative aux assemblées de groupe en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française dites grands conseils, p. 420.
- 280.** — Rapport de M. Périquier sur la proposition de résolution tendant à restituer au service des aérools les moyens indispensables pour assurer son bon fonctionnement, p. 421.
Voir: Conseil de la République, n° 144 (année 1952).
- 281.** — Projet de loi portant déclassement du canal de Saint-Dizier à Wassy, p. 421.
Voir: Assemblée nationale, n°s 2305, 3479 (2^e législ.).
- 282.** — Rapport de MM. Pellenc, Courrière, Alric et Pierre Boudet sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services militaires (tomes I, II, III, IV et V), p. 422.
Voir: Assemblée nationale, n°s 3226, 3556, 3600, 3607, 3625, 3634, 3665, 3700, 3706 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 264 (année 1952).
- 283.** — Proposition de loi de M. de Pontbriand tendant à rendre obligatoire l'assurance des chasseurs, p. 489.
- 284.** — Projet de loi tendant à modifier la législation sur le remembrement, p. 489.
Voir: Assemblée nationale, n°s 10300, 13098 (1^{re} législ.); 498 et 2773 (2^e législ.).
- 285.** — Projet de loi relatif à la pension de la veuve du maréchal de France de Laitre de Tassigny, p. 489.
Voir: Assemblée nationale n°s 3143, 3519 (2^e législ.).
- 286.** — Proposition de résolution de M. Hartmann tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux communes sinistrées de Lutterbach et de Pfaltz à la suite de la trombe d'eau du 18 juin 1952, p. 490.
- 287.** — Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la France et la Pologne sur le règlement des créances financières françaises, p. 490.
Voir: Assemblée nationale n°s 2830, 3705 (2^e législ.).
- 288.** — Projet de loi complétant l'article 37 de l'ordonnance relative aux prix, p. 490.
Voir: Assemblée nationale n°s 387, 3747 (2^e législ.).
- 289.** — Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale n° 95 concernant la protection du salaire, p. 490.
Voir: Assemblée nationale n°s 4339, 3572 (2^e législ.).

290. — Projet de loi relatif à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, p. 491.

Voir: Assemblée nationale n°s 2717, 3571 (2^e législ.).

291. — Proposition de résolution de M. Jean Durand tendant à venir en aide aux victimes de l'orage qui a ravagé la Gironde, p. 491.

292. — Avis de la commission de la défense nationale par M. Marcelli sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des services militaires (section air), p. 491.

Voir: Assemblée nationale n°s 3226, 3556, 3600, 3607, 3625, 3634, 3665, 3700, 3706 (2^e législ.); Conseil de la République n°s 264, 282 (année 1952).

293. — Proposition de loi de M. Jean Boivin-Champeaux tendant à élever un monument aux résistants français mortes dans les camps de concentration, p. 494.

294. — Rapport de M. Albert Lamarque sur le projet de loi concernant la caisse nationale de garantie des ouvriers dockers, p. 494.

Voir: Assemblée nationale n°s 3115, 3275 (2^e législ.); Conseil de la République n° 250 (année 1952).

295. — Rapport de M. Rochereau sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la France et la Pologne sur le règlement des créances financières françaises, p. 494.

Voir: Assemblée nationale, n°s 2830, 3765 (2^e législ.); Conseil de la République n° 287 (année 1952).

296. — Avis de la commission de la défense nationale par M. Rotinat sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952 (Défense nationale), p. 495.

Voir: Assemblée nationale n°s 3226, 3556, 3600, 3606, 3607, 3625, 3634, 3665, 3700 (2^e législ.); Conseil de la République n°s 264, 282, 292 (année 1952).

297. — Avis de la commission de la défense nationale par M. Maupéou sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952 (Défense nationale), p. 495.

Voir: Assemblée nationale n°s 3226, 3556, 3600, 3606, 3607, 3625, 3634, 3665, 3700 (2^e législ.); Conseil de la République n°s 264, 282, 292, 296 (année 1952).

298. — Avis de la commission de la défense nationale par M. Schleiter sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952 (Défense nationale), p. 495.

Voir: Assemblée nationale n°s 3226, 3556, 3600, 3606, 3607, 3625, 3634, 3665, 3700 (2^e législ.); Conseil de la République n°s 264, 282, 292, 296, 297 (année 1952).

299. — Avis de la commission de la défense nationale par M. Arniengaud sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952 (Défense nationale), p. 495.

Voir: Assemblée nationale n°s 3226, 3556, 3600, 3606, 3607, 3625, 3634, 3665, 3700 (2^e législ.); Conseil de la République n°s 264, 282, 292, 296, 297, 298 (année 1952).

300. — Rapport de M. Rivièrez sur le projet de loi tendant à la modification des dispositions relatives à l'organisation transitoire de la justice à Madagascar, p. 496.

Voir: Assemblée nationale n°s 7540, 8901, 12059 (1^{re} législ.) 676 (2^e législ.); Conseil de la République n° 150 (année 1952).

301. — Rapport de M. Rivièrez sur le projet de loi tendant à modifier l'article 253 et à rétablir l'article 394 du code d'instruction criminelle en Afrique occidentale française, p. 500.

Voir: Assemblée nationale n°s 1344, 2751 (2^e législ.); Conseil de la République n° 156 (année 1952).

302. — Proposition de résolution de M. Brettes tendant à venir en aide aux populations de la Gironde victimes des orages, p. 501.

303. — Rapport de M. Enjalbert sur le projet de loi relatif aux régimes de sécurité sociale, de mutualité sociale agricole et des accidents du travail en Algérie, p. 501.

Voir: Assemblée nationale n°s 11450, 12939 (1^{re} législ.); 1271, 1557, 2179, 2884 (2^e législ.); Conseil de la République n° 211 (année 1952).

304. — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale tendant à proroger la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948, modifiée par les lois n° 49-846 du 29 juin 1949, n° 50-770 du 30 juin 1950 et n° 51-665 du 24 mai 1951, maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, et fixant le prix des loyers applicables, p. 505.

Voir: Assemblée nationale n°s 3655, 3677, 3710 (2^e législ.).

305. — Projet de loi autorisant le Gouvernement à conférer la dignité de maréchal de France au général Leclerc, p. 505.

Voir: Assemblée nationale n°s 2125, 2179, 2530, 3466, 3754 (2^e législ.).

306. — Rapport de M. Marcilhacy sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à proroger la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948 modifiée par les lois n° 49-846 du 29 juin 1949, n° 50-770 du 30 juin 1950 et n° 51-665 du 24 mai 1951, maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, et fixant le prix des loyers applicables, p. 506.

Voir: Assemblée nationale n°s 3675, 3677, 3710 (2^e législ.); Conseil de la République n° 304 (année 1952).

307. — Rapport de M. Le Gros sur le projet de loi ouvrant un délai spécial pour les demandes de révision de pension au profit des militaires retraités rappelés à l'activité, p. 506.

Voir: Assemblée nationale n°s 1222, 2640, 3280 (2^e législ.); Conseil de la République n° 241 (année 1952).

308. — Projet de loi relatif à la ratification de conventions douanières, p. 506.

Voir: Assemblée nationale n°s 1818, 3096 (2^e législ.).

309. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à étendre le bénéfice de la sécurité sociale aux aveugles de la Résistance, p. 506.

Voir: Assemblée nationale n°s 2672, 3486, 3680 (2^e législ.).

310. — Rapport de M. Tharradin sur le projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées, p. 507.

Voir: Assemblée nationale, n°s 8372, 8487, 8715, 9556, 10231, 10379, 10411, 10707, 11258, 11334, 11600 (1^{re} législ.); 479, 3454, 3560, (2^e législ.); Conseil de la République, n° 252 (année 1952).

311. — Rapport de M. de Bardonnèche sur la proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 81 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, p. 511.

Voir: Assemblée nationale, n°s 787, 2931 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 214 (année 1952).

312. — Rapport de M. Robert Chevalier sur la proposition de loi tendant à modifier la loi revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers, p. 512.

Voir: Assemblée nationale, n°s 139, 163, 396, 411, 508, 623, 624, 1217, 1497, 1551, 2360, 2968 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 201 (année 1952).

313. — Proposition de loi de M. Jean Boivin-Champeaux ayant pour objet de modifier l'article 3 de la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République, p. 516.

314. — Avis de la commission des finances par M. Rogier sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, p. 517.

Voir: Assemblée nationale, n°s 8372, 8487, 8715, 9556, 10231, 10444, 10707, 11258, 11334, 11379, 11600 (1^{re} législ.); 479, 3454, 3560 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 252 et 310 (année 1952).

315. — Rapport de M. Michel Yver sur la proposition de loi tendant à réglementer le port de l'insigne des blessés de guerre, p. 517.

Voir: Assemblée nationale, n°s 2430, 2952 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 217 (année 1952).

316. — Proposition de résolution de M. Marcel Plaisant tendant à inviter le Conseil de la République à créer, en vertu de l'article 14 (§ 3) de son règlement, une commission de coordination et de contrôle chargée de suivre l'exécution et l'application de la communauté européenne du charbon et de l'acier, p. 517.

317. — Projet de loi concernant le renouvellement des membres de l'Assemblée de l'Union française, p. 517.

Voir: Assemblée nationale, n°s 273, 3003, 3011, 3820, 3823 (2^e législ.).

318. — Projet de loi portant ouverture de crédit pour la commémoration du cinquantième centenaire de la naissance de Léonard de Vinci, p. 518.

Voir: Assemblée nationale, n°s 3264, 3474, 3732 (2^e législ.).

319. — Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la faillite conclue entre la France et la principauté de Monaco, F. 518.

Voir: Assemblée nationale, n°s 1277, 3523 (2^e législ.).

320. — Avis de la commission de l'agriculture par M. Georges Boulanger sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, p. 518.

Voir: Assemblée nationale, n°s 8372, 8487, 8715, 9556, 10231, 10444, 10707, 11258, 11334, 11379, 11600 (1^{re} législ.); 479, 3454, 3560 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 252, 310, 314 (année 1952).

321. — Rapport de M. Michel Debré tendant à modifier l'article 15 du règlement, p. 518.

- 322.** — Avis de la commission de la production industrielle par M. Villoutreys sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, p. 519.
Voir: Assemblée nationale, nos 8372, 8487, 8715, 9556, 10231, 10441, 10707, 11258, 11334, 11379, 11600 (1^{re} législ.); 479, 3454, 3560 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 252, 310, 314, 320 (année 1952).
- 323.** — Avis de la commission de la France d'outre-mer par M. Sassièr-Boisaune sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, p. 519.
Voir: Assemblée nationale, nos 8372, 8487, 8715, 9556, 10231, 10441, 10707, 11258, 11334, 11379, 11600 (1^{re} législ.); 479, 3454, 3560 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 252, 310, 314, 320, 322 (année 1952).
- 324.** — Avis de la commission des affaires économiques par M. Naveau sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, p. 519.
Voir: Assemblée nationale, nos 8372, 8487, 8715, 9556, 10231, 10441, 10707, 11258, 11334, 11379, 11600 (1^{re} législ.); 479, 3454, 3560 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 252, 310, 314, 320, 322, 323 (année 1952).
- 325.** — Rapport de M. Haurion sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, concernant le renouvellement des membres de l'Assemblée de l'Union française élus par les représentants métropolitains à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République, p. 519.
Voir: Assemblée nationale, nos 273, 3003, 3811, 3820, 3823 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 317 (année 1952).
- 326.** — Rapport de M. Henri Cordier sur le projet de loi complétant l'article 37 de l'ordonnance relative aux prix, p. 519.
Voir: Assemblée nationale, nos 3687, 3747 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 288 (année 1952).
- 327.** — Avis de la commission de la production industrielle par M. Armengaud sur le projet de loi complétant l'article 37 de l'ordonnance relative aux prix, p. 520.
Voir: Assemblée nationale, nos 3687, 3748, 3747 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 288, 326 (année 1952).
- 328.** — Avis de la commission de la justice par M. Gaston Charlet sur le projet de loi tendant à la modification des dispositions relatives à l'organisation transitoire de la justice à Madagascar et dépendances et aux Comores, p. 522.
Voir: Assemblée nationale, nos 7540, 8904, 12059 (1^{re} législ.); 676 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 150, 300 (année 1952).
- 329.** — Avis de la commission de la justice par M. Gaston Charlet sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, complétant l'article 37 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix, p. 522.
Voir: Assemblée nationale, nos 1344, 2751 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 156, 301 (année 1952).
- 330.** — Projet de loi tendant à la ratification de la convention n° 88 concernant l'organisation du service de l'emploi, p. 522.
Voir: Assemblée nationale nos 1268, 3635 (2^e législ.).
- 331.** — Projet de loi relatif à l'organisation de la protection des végétaux dans les territoires d'outre-mer, p. 522.
Voir: Assemblée nationale nos 1204, 3585 (2^e législ.).
- 332.** — Projet de loi relatif à l'interdiction de séjour, p. 523.
Voir: Assemblée nationale, nos 12575, 13232 (1^{re} législ.) et 1452 (2^e législ.).
- 333.** — Projet de loi étendant les dispositions du décret du 30 octobre 1935 aux périmètres rendus irrigables en Algérie par des ouvrages autres que les grands barrages-réservoirs, p. 524.
Voir: Assemblée nationale nos 1281, 2116 (2^e législ.).
- 334.** — Projet de loi relatif à la police des audiences des mahakmas, p. 524.
Voir: Assemblée nationale nos 1489, 1761 (2^e législ.).
- 335.** — Projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget local de la Nouvelle-Calédonie, p. 525.
Voir: Assemblée nationale nos 3233, 3685 (2^e législ.).
- 336.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement de l'enseignement des français dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 526.
Voir: Assemblée nationale nos 3713, 3741 (2^e législ.).
- 337.** — Rapport de M. Canivez sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement de l'enseignement des français dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 526.
Voir: Assemblée nationale nos 3713, 3741 (2^e législ.); Conseil de la République n° 336 (année 1952).
- 338.** — Avis de la commission des finances par M. Minvielle sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des français dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 526.
Voir: Assemblée nationale nos 3713, 3741 (2^e législ.); Conseil de la République nos 336, 337 (année 1952).
- 339.** — Rapport de M. Carcassonne sur le projet de loi relatif à l'interdiction de séjour, p. 526.
Voir: Assemblée nationale nos 12575, 13232 (1^{re} législ.) 1452 (2^e législ.); Conseil de la République n° 332 (année 1952).
- 340.** — Rapport de M. Geoffroy sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative à la faillite et à la liquidation judiciaire conclue le 13 septembre 1950 entre la France et la Principauté de Monaco, p. 528.
Voir: Assemblée nationale nos 1277, 3523 (2^e législ.); Conseil de la République n° 319 (année 1952).
- 341.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail, p. 528.
Voir: Assemblée nationale nos 8406, 12692, 13118 (1^{re} législ.) 138, 210, 315, 348, 1374, 2095, 3715, 3737, 3907, 3914 (2^e législ.).
- 342.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter la loi sur la répression de l'ivresse publique, en ce qui concerne les mineurs de moins de seize ans, p. 530.
Voir: Assemblée nationale nos 2389, 3640 (2^e législ.).
- 343.** — Proposition de résolution de M. Monichon tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide immédiate aux victimes de l'orage qui a ravagé les 16 et 17 juin 1952 les récoltes de plusieurs cantons du département de la Gironde, p. 530.
- 344.** — Proposition de résolution de M. Auberger tendant à prendre des mesures en vue d'enrayer le développement de la fièvre aphteuse dans l'Allier, p. 530.
- 345.** — Rapport de M. Rochereau sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la ratification: 1^o d'une convention sur la nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers; 2^o d'une convention sur la valeur en douane des marchandises; 3^o d'une convention portant création d'un conseil de coopération douanière; 4^o d'un protocole relatif au groupe d'études pour l'union douanière européenne, signés à Bruxelles le 22 décembre 1950, p. 531.
Voir: Assemblée nationale nos 1318, 3096 (2^e législ.); Conseil de la République n° 308 (année 1952).
- 346.** — Proposition de résolution de M. Alric tendant à substituer au projet portant organisation de la communauté européenne de défense, un projet plus conforme aux nécessités politiques et militaires, p. 533.
- 347.** — Rapport de M. Barré sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Gouvernement à conférer, à titre posthume, la dignité de maréchal de France au général d'armée Philippe Leclerc de Hauteclocque, p. 531.
Voir: Assemblée nationale nos 2425, 2179, 2530, 3166, 3754 (2^e législ.); Conseil de la République n° 305 (année 1952).
- 348.** — Proposition de résolution de M. Radius tendant à venir en aide aux habitants du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, sinistrés par les orages, p. 534.
- 349.** — Proposition de résolution de M. Jean Durand tendant à reporter, pour les viticulteurs, au 15 novembre la date d'exigibilité des impôts, p. 535.
- 350.** — Avis de la commission des finances par M. Courrière sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier et à compléter la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers, p. 535.
Voir: Assemblée nationale nos 139, 163, 396, 411, 508, 623, 624, 1217, 1497, 1551, 2360, 2968 (2^e législ.); Conseil de la République nos 201, 312 (année 1952).
- 351.** — Rapport de M. de Montalembert sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédit pour la commémoration du cinquième centenaire de la naissance de Léonard de Vinci, p. 535.
Voir: Assemblée nationale nos 3264, 3474, 3732 (2^e législ.); Conseil de la République n° 318 (année 1952).
- 352.** — Rapport de M. Gatuig sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la pension de la veuve du maréchal de France de Lattre de Tassigny, p. 535.
Voir: Assemblée nationale nos 3113, 3519 (2^e législ.); Conseil de la République n° 285 (année 1952).
- 353.** — Avis de la commission des finances par M. de Montalembert, sur le projet de loi relatif à la pension de la veuve du maréchal de France de Lattre de Tassigny, p. 535.
Voir: Assemblée nationale nos 3113, 3519 (2^e législ.); Conseil de la République nos 285 et 352 (année 1952).

354. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage, p. 535.
Voir: Assemblée nationale n° 1021, 1032, 3668 (2^e législ.).

355. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, relatif au prix des baux à ferme, p. 536.
Voir: Assemblée nationale, n° 576, 1033, 3669, 3835 (2^e législ.).

356. — Rapport de M. Robert Le Guyon tendant à déterminer la procédure d'élection de trente-quatre membres de l'Assemblée de l'Union française, p. 536.

357. — Proposition de résolution de M. Primet tendant à enrayer l'épidémie de fièvre aphteuse, p. 537.

358. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter la loi sur les pensions en faveur des fonctionnaires détachés hors d'Europe pour y remplir des fonctions d'enseignement, p. 537.
Voir: Assemblée nationale, n° 12385, 12912 (1^{re} législ.); 3582 (2^e législ.).

359. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux indemnités accordées aux titulaires de certaines fonctions municipales et départementales, p. 537.
Voir: Assemblée nationale, n° 578, 732, 1457, 1459, 2153, 3175, 3657, 3852 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 594 (année 1950, 1951).

360. — Rapport de M. Bertrand sur le projet de loi autorisant la ratification du protocole relatif à la signalisation routière, p. 538.
Voir: Assemblée nationale, n° 1370, 2766, 3097 (2^e légis.); Conseil de la République, n° 181 (année 1952).

361. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, pour la réalisation du plan de développement de l'énergie atomique (1952-1957), p. 539.
Voir: Assemblée nationale, n° 3759, 3848 (2^e législ.).

362. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention relative à l'aide mutuelle judiciaire conclue le 21 septembre 1949 entre la France et la principauté de Monaco, p. 539.
Voir: Assemblée nationale n° 1276, 3553 (2^e législ.).

363. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier l'accord franco-yougoslave du 11 avril 1951 relatif à l'indemnisation des intérêts français nationalisés en Yougoslavie et organisant la répartition de l'indemnité globale forfaitaire versée par le gouvernement yougoslave dudit accord, p. 539.
Voir: Assemblée nationale, n° 3649, 3936 (2^e législ.).

364. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 189 L du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, en vue d'instituer une allocation forfaitaire pour tierce personne au profit des aveugles de la résistance, p. 540.
Voir: Assemblée nationale, n° 2674, 3004, 3281, 3513 (2^e législ.).

365. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant les articles 22 et 23 du livre IV du code du travail, p. 540.
Voir: Assemblée nationale, n° 4077, 5022 (1^{re} législ.), 1617, 3017, 3836 (2^e législ.).

366. — Rapport d'information de M. Radius sur les problèmes posés par l'exhumation et le rapatriement du corps des victimes de guerre inhumées en Allemagne, p. 540.

367. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant n° 3 à la convention générale entre la France et la Sarre sur la sécurité sociale et le protocole n° 2 signés le 8 octobre 1951, p. 552.
Voir: Assemblée nationale, n° 2706, 3638 (2^e législ.).

368. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-soviétique du 3 septembre 1951 concernant leurs relations commerciales réciproques et le statut de la représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France, p. 552.
Voir: Assemblée nationale, n° 2831, 3719 (2^e législ.).

369. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier un échange de lettres, intervenu le 25 mai 1951, entre les présidents des délégations française et italienne à la commission mixte prévue par l'accord franco-italien du 49 mai 1948, relativement à l'application de l'article 7 de cet accord, p. 552.
Voir: Assemblée nationale, n° 1622, 3875 (2^e législ.).

370. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification de l'accord franco-italien du 21 décembre 1950 relatif aux marques de fabrique, p. 552.
Voir: Assemblée nationale, n° 2175, 3877 (2^e législ.).

371. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant et complétant la loi du 11 avril 1935 sur le recrutement de l'armée de l'air, p. 553.
Voir: Assemblée nationale, n° 3117, 3867 (2^e législ.).

372. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à diverses dispositions statutaires intéressant les personnels militaires de la défense nationale, p. 553.
Voir: Assemblée nationale, n° 3714, 3822 (2^e législ.).

373. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du compte définitif du budget local de la Réunion (exercice 1951), p. 551.
Voir: Assemblée nationale, n° 3381, 3663, 3920 (2^e législ.).

374. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, complétant l'article 17 de la loi du 22 juillet 1922 en ce qui concerne les droits à pension de certains agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, p. 551.
Voir: Assemblée nationale, n° 2183, 3483 (2^e législ.).

375. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant création d'un office français de protection des réfugiés et rapatriés, p. 551.
Voir: Assemblée nationale, n° 3361, 3919 (2^e législ.).

376. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à relever le maximum des dépôts dans les caisses d'épargne, p. 555.
Voir: Assemblée nationale, n° 3311, 3814 (2^e législ.).

377. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder certains dégrèvements fiscaux pour combattre le chômage dans les professions du spectacle, p. 555.
Voir: Assemblée nationale, n° 3598, 3830 (2^e législ.).

378. — Rapport supplémentaire de M. Carcassonne sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'interdiction de séjour, p. 556.
Voir: Assemblée nationale, n° 12575 (1^{re} législ.); 1452 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 332, 339 (année 1952).

379. — Proposition de loi instituant un permis de chasse unique dénommé « permis national de chasse », p. 556.
Voir: Assemblée nationale, n° 3855, 3883, 3934 (2^e législ.).

380. — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la procédure prud'homale, p. 556.
Voir: Assemblée nationale, n° 1839, 3645 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 785 (année 1951).

381. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation d'une convention entre l'Etat et l'Algérie relative au régime financier des houillères du Sud-Oranais, p. 556.
Voir: Assemblée nationale, n° 2322, 3361, 3911 (2^e législ.).

382. — Proposition de résolution de M. Monichon, tendant à éviter la crise qui menace la région des landes de Gascogne, p. 557.

383. — Avis de la commission de la justice par M. Marcilhacy sur le projet de loi tendant à ratifier la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique-Nord sur le statut de leurs forces, p. 557.
Voir: Assemblée nationale n° 2670, 3436 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 251, 275 (année 1952).

384. — Rapport de M. Boutemy sur le projet de loi programme adopté par l'Assemblée nationale, pour la réalisation du plan de développement de l'énergie atomique (1952-1957), p. 557.
Voir: Assemblée nationale, n° 3759, 3848 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 361 (année 1952).

385. — Rapport par M. Léo Hamon sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, portant détermination et codification des règles fixant les indemnités à accorder aux titulaires de certaines fonctions municipales et départementales, p. 558.
Voir: Assemblée nationale, n° 578, 732, 1457, 1459, 2153, 3175, 3657, 3852 (2^e législ.); Conseil de la République n° 594 (année 1951) et 359 (année 1952).

386. — Rapport de M. Restat sur la proposition de résolution tendant à recommander aux grandes collectivités publiques de traiter leurs travaux par corps d'état, p. 560.
Voir: Conseil de la République, n° 224 (année 1952).

387. — Rapport de M. Deutschmann sur la proposition de résolution tendant à modifier pour le département de la Seine les modalités de répartition de la taxe locale, p. 560.
Voir: Conseil de la République, n° 814 (année 1951).

388. — Rapport de M. Montpiéd sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter les dispositions de la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950 pour étendre le bénéfice de la sécurité sociale aux aveugles de la résistance, p. 561.
Voir: Assemblée nationale, n° 2672, 3486, 3680 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 309 (année 1952).

389. — Proposition de résolution de M. Maroselli tendant à inviter le Gouvernement à ordonner que soient déposées aux Invalides les cendres de Maryse Bastié, p. 561.

390. — Avis de la commission de la justice par M. Geoffroy sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, complétant l'article 37 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix, p. 561.
Voir: Assemblée nationale, n° 3687, 3717 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 288, 326, 327 (année 1952).

391. — Rapport de M. Vanaubien sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant : 1° à augmenter le taux des allocations de chômage; 2° à uniformiser le taux de ces allocations; 3° à supprimer l'article 10 de la loi du 11 octobre 1940 prévoyant une participation de communes aux dépenses résultant de l'aide aux vieux travailleurs sans emploi, p. 561.

Voir: Conseil de la République, n° 45 (année 1952).

392. — Rapport de M. Méric sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail, p. 561.

Voir: Assemblée nationale, n°s 8406, 12692, 13118 (1^{re} législ.), 138, 210, 345, 348, 1874, 2095, 3715, 3737, 3807, 3914 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 311 (année 1952).

393. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale n° 95 concernant la protection du salaire, adoptée par la conférence internationale du travail dans sa 32^e session tenue à Genève du 8 juin 1949, p. 562.

Voir: Assemblée nationale, n°s 1339, 3572 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 289 (année 1952).

394. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à la ratification de la convention n° 88 concernant l'organisation du service de l'emploi, p. 562.

Voir: Assemblée nationale, n°s 1268, 3635 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 330 (année 1952).

395. — Rapport de M. Vanrullen sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, étendant à l'Algérie les dispositions des articles 64 et 64 a du livre II du code du travail, p. 562.

Voir: Assemblée nationale, n°s 1242, 2243 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 177 (année 1952).

396. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant n° 3 à la convention générale entre la France et la Sarre sur la sécurité sociale et le protocole n° 2 signés le 8 octobre 1951, p. 562.

Voir: Assemblée nationale, n°s 2706, 3638 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 367 (année 1952).

397. — Rapport de M. Novat sur le projet de loi portant ratification de l'accord franco-italien relatif aux marques de fabrique, p. 562.

Voir: Assemblée nationale, n°s 2175, 3877 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 370 (année 1952).

398. — Rapport de M. Novat sur le projet de loi autorisant la ratification d'un échange de lettres entre les présidents des délégations française et italienne à la commission mixte, p. 562.

Voir: Assemblée nationale, n°s 1622, 3875 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 369 (année 1952).

399. — Proposition de résolution de M. de Bardonnèche tendant à venir en aide aux populations des Hautes-Alpes, victimes des calamités publiques, p. 563.

400. — Proposition de loi de M. Schwartz tendant à modifier l'ordonnance relative à la réglementation des marchés des communes, p. 563.

401. — Rapport de M. Naveau sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord franco-soviétique concernant leurs relations commerciales réciproques, p. 563.

Voir: Assemblée nationale, n°s 2831, 3719 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 368 (année 1952).

402. — Rapport de M. Longchambon sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord franco-yougoslave relatif à l'indemnisation des intérêts français nationalisés en Yougoslavie, p. 564.

Voir: Assemblée nationale, n°s 3649, 3936 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 363 (année 1952).

403. — Projet de loi relatif à l'amélioration de la situation d'anciens combattants, p. 565.

Voir: Assemblée nationale, n°s 3698, 3924 (2^e législ.).

404. — Rapport de M. Berthoin sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'amélioration de la situation d'anciens combattants et victimes de la guerre, p. 566.

Voir: Assemblée nationale, n°s 3898, 3924 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 403 (année 1952).

405. — Projet de loi modifiant l'organisation de la cour de cassation, p. 566.

Voir: Assemblée nationale, n°s 3127, 3849 (2^e législ.).

406. — Projet de loi relatif au statut du personnel navigant de l'aéronautique, p. 566.

Voir: Assemblée nationale, n°s 3101, 3880, 3925 (2^e législ.).

407. — Rapport de M. Julien Brunhes sur le projet de loi portant déclassement du canal de Saint-Dizier à Wassy, p. 567.

Voir: Assemblée nationale, n°s 2305, 3479 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 281 (année 1952).

408. — Rapport de M. Restat sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, instituant un permis de chasse unique dénommé « permis national de chasse », p. 567.

Voir: Assemblée nationale, n°s 3855, 3883, 3934 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 379 (année 1952).

409. — Rapport de M. Louis Gros sur la proposition de résolution de M. Marcel Plaisant tendant à inviter le Conseil de la République à créer, en vertu de l'article 14, paragraphe 3, de son règlement, une commission de coordination et de contrôle chargée de suivre l'exécution et l'application de la communauté européenne du charbon et de l'acier, p. 568.

Conseil de la République, n° 316 (année 1952).

410. — Proposition de loi de M. Restat tendant à modifier la loi relative au statut du personnel des communes, p. 568.

411. — Projet de loi tendant à l'ouverture d'autorisations de programme en vue du rétablissement des communications interrompues à la suite des inondations du Sud-Ouest, p. 568.

Voir: Assemblée nationale, n°s 3915, 3922, 3939 (2^e législ.).

412. — Avis de la commission des finances par M. Berthoin sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, instituant un permis de chasse unique dénommé « permis national de chasse », p. 568.

Voir: Assemblée nationale, n°s 3855, 3883, 3934 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 379, 408 (année 1952).

413. — Rapport de M. Geoffroy sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention relative à l'aide mutuelle judiciaire conclue le 21 septembre 1949 entre la France et la principauté de Monaco, p. 568.

Voir: Assemblée nationale, n°s 1276, 3553 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 362 (année 1952).

414. — Avis de la commission de la production industrielle par M. Lonchambon sur le projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, pour la réalisation du plan de développement de l'énergie atomique (1952-1957), p. 568.

Voir: Assemblée nationale, n°s 3759, 3848 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 361, 384 (année 1952).

415. — Projet de loi dérogeant le mandat des membres de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, p. 569.

Voir: Assemblée nationale, n°s 3651, 3858 (2^e législ.).

416. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant codification de la législation des jardins familiaux, p. 569.

Voir: Assemblée nationale, n°s 2647, 3071, 3729, 3832 (2^e législ.).

417. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à permettre aux salariés de l'agriculture de créer un régime de prévoyance et de retraites complémentaires, p. 570.

Voir: Assemblée nationale, n°s 3354, 3847 (2^e législ.).

418. — Rapport de M. Maroselli sur la proposition de résolution de M. Maroselli tendant à inviter le Gouvernement à ordonner que soient déposés aux Invalides les cendres de Maryse Bastié, p. 571.

Voir: Conseil de la République, n° 389 (année 1952).

419. — Projet de loi complétant les articles 7 et 69 de la loi sur le recrutement de l'armée, p. 571.

Voir: Assemblée nationale, n°s 3932, 4044 (2^e législ.).

420. — Projet de loi relatif à l'organisation des cadres de l'armée de l'air, p. 571.

Voir: Assemblée nationale, n°s 3114, 3808 (2^e législ.).

421. — Proposition de résolution de M. Courrière tendant à une diminution du prix des munitions de chasse, p. 572.

422. — Avis de la commission de l'agriculture par M. Naveau sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail, p. 573.

Voir: Assemblée nationale, n°s 8406, 12692, 13118 (1^{re} législ.), 138, 210, 345, 348, 1874, 2095, 3715, 3737, 3807, 3914 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 311, 392 (année 1952).

423. — Avis de la commission des finances sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail, p. 573.

Voir: Assemblée nationale, n°s 8406, 12692, 13118 (1^{re} législ.); 138, 210, 345, 348, 1874, 2095, 3715, 3737, 3807, 3914 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 311, 392, 422 (année 1952).

424. — Avis de la commission de l'intérieur par M. Verdeille sur la proposition de résolution de M. Naveau, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant : 1° à augmenter le taux des allocations de chômage; 2° à uniformiser le taux de ces allocations; 3° à supprimer l'article 10 de la loi du 11 octobre 1940 prévoyant une participation des communes aux dépenses résultant de l'aide aux travailleurs sans emploi, p. 573.

Voir: Conseil de la République, n°s 45, 391 (année 1952).

425. — Rapport de M. Michel Debré sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant création d'un office français de protection des réfugiés et apatrides, p. 573.

Voir: Assemblée nationale, n°s 3361, 3949 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 375 (année 1952).

426. — Avis de la commission des finances par M. Maroger sur le projet de loi portant création d'un office français de protection des réfugiés et apatrides, p. 573.

Voir: Assemblée nationale, n°s 3361, 3946 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 375, 425 (année 1952).

427. — Avis de la commission des pensions par M. Gatuing sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'amélioration de la situation d'anciens combattants et victimes de la guerre, p. 573.
 Voir: Assemblée nationale, nos 3898, 3924 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 403, 404 (année 1952).

428. — Rapport de M. Radius sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 199 L du code des pensions militaires d'invalidité en vue d'instituer une allocation forfaitaire pour tierce personne au profit des aveugles de la Résistance, p. 573.
 Voir: Assemblée nationale, nos 12385, 12912 (1^{re} législ.), 3582 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 358 (année 1952).

429. — Rapport de M. Radius sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 199 L du code des pensions militaires d'invalidité en vue d'instituer une allocation forfaitaire pour tierce personne au profit des aveugles de la Résistance, p. 573.
 Voir: Assemblée nationale, nos 2671, 3004, 3281, 3513 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 364 (année 1952).

430. — Rapport de M. Berthoin sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder certains dégrèvements fiscaux pour combattre le chômage dans les professions du spectacle, p. 573.
 Voir: Assemblée nationale, nos 3598, 3830 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 377 (année 1952).

431. — Rapport de M. Boivin-Champeaux sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant modification de la loi n° 47-1366 du 23 juillet 1947 modifiant l'organisation et la procédure de la cour de cassation, p. 573.
 Voir: Assemblée nationale, nos 3127, 3849 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 405 (année 1952).

432. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture d'un compte spécial du Trésor (exécution des accords conclus avec les gouvernements polonais, tchécoslovaque, hongrois et yougoslave relatifs à l'indemnisation des intérêts français, p. 574.
 Voir: Assemblée nationale, nos 3999, 4098 (2^e législ.).

433. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture d'un compte spécial du Trésor (compte d'exécution de la convention financière franco-belge), p. 574.
 Voir: Assemblée nationale, nos 4000, 4097 (2^e législ.).

434. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de deux comptes spéciaux du Trésor et ouvrant au ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, et au ministre de l'intérieur, des crédits d'engagement au titre du fonds spécial d'investissement routier, p. 574.
 Voir: Assemblée nationale, nos 4011, 4045 (2^e législ.).

435. — Rapport par M. Enjalbert sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation d'une convention entre l'Etat et l'Algérie relative au régime financier des houillères du Sud-Oranais, p. 575.
 Voir: Assemblée nationale, nos 2322, 3566, 3811 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 381 (année 1952).

436. — Projet de loi organisant le contrôle des ententes économiques, p. 575.
 Voir: Assemblée nationale, nos 8967, 9951, 10223, 10169, 12335 (1^{re} législ.); 496, 2145, 3085, 3533, 3721, 3753 (2^e législ.).

437. — Proposition de loi tendant à fixer les conditions d'application à l'Algérie de la loi portant transfert et dévolution de biens de presse, p. 577.
 Voir: Assemblée nationale, nos 3309, 3731, 4011 (2^e législ.).

438. — Rapport par M. Voyant sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à permettre aux salariés de l'agriculture de créer un régime de prévoyance et de retraites complémentaires, p. 577.
 Voir: Assemblée nationale, nos 3551, 3817 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 417 (année 1952).

439. — Rapport par M. Marrane sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à relever le maximum des dépôts dans les caisses d'épargne, p. 577.
 Voir: Assemblée nationale, nos 3311, 3814 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 376 (année 1952).

440. — Rapport par M. Courrière sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à l'ouverture d'autorisations de programme et de crédits de paiement en vue du rétablissement des communications interrompues à la suite des inondations et tempêtes maritimes survenues dans les départements du Sud-Ouest pendant l'hiver 1951-1952 et de la réfection des ouvrages de défense contre les eaux et des ouvrages d'intérêt public, p. 577.
 Voir: Assemblée nationale, nos 3315, 3922, 3939 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 411 (année 1952).

441. — Rapport par M. Maroselli sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant et complétant la loi du 11 avril 1935 sur le recrutement de l'armée de l'air, p. 578.
 Voir: Assemblée nationale nos 3117, 3809 (2^e législ.); Conseil de la République n° 371 (année 1952).

442. — Rapport par M. Maroselli sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à diverses dispositions statutaires intéressant les personnels militaires de la défense nationale, p. 578.
 Voir: Assemblée nationale nos 3711, 3322 (2^e législ.); Conseil de la République n° 372 (année 1952).

443. — Proposition de loi de M. Marcel Boulangé tendant au déclassement des anciens déboisés militaires expropriés pour le renforcement de la place fortifiée de Belfort, p. 578.

444. — Rapport par M. Schleiter sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, complétant et modifiant les articles 7 et 69 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, p. 578.
 Voir: Assemblée nationale nos 3932, 4011 (2^e législ.); Conseil de la République n° 419 (année 1952).

445. — Rapport par M. Schleiter sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'organisation des cadres d'active et de réserve de l'armée de l'air, p. 579.
 Voir: Assemblée nationale nos 3111, 3803 (2^e législ.); Conseil de la République n° 420 (année 1952).

446. — Rapport par M. Schleiter sur le projet de loi relatif au statut du personnel navigant de l'aéronautique, p. 579.
 Voir: Assemblée nationale nos 3101, 3830, 3925 (2^e législ.); Conseil de la République n° 406 (année 1952).

447. — Rapport de Mme Devaud sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant codification de la législation des jardins familiaux, p. 579.
 Voir: Assemblée nationale nos 2617, 3071, 3729, 3332 (2^e législ.); Conseil de la République n° 416 (année 1952).

448. — Rapport par M. Laffeur sur le projet de loi prorogeant le mandat des membres de l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, p. 579.
 Voir: Assemblée nationale nos 3651, 3853 (2^e législ.); Conseil de la République n° 415 (année 1952).

449. — Projet de loi ratifiant la convention internationale sur les pêcheries de l'Atlantique Nord-Ouest, p. 579.
 Voir: Assemblée nationale nos 4911, 3163, 3277, 3837 (2^e législ.).

450. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à l'établissement d'un statut du personnel administratif des chambres d'agriculture, de commerce et de métiers, p. 579.
 Voir: Assemblée nationale nos 1723, 1812, 3637 (2^e législ.); Conseil de la République n° 761 (année 1951).

451. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 1^{er} du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, p. 579.
 Voir: Assemblée nationale n° 1700, 3629 (2^e législ.).

452. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à remettre en vigueur les articles 67 à 71 du code du vin, p. 580.
 Voir: Assemblée nationale nos 3917, 4002 (2^e législ.).

453. — Proposition de résolution de M. Claude Lemaître tendant à l'octroi d'un secours exceptionnel aux victimes de la tornade qui s'est abattue sur les communes du Loiret, p. 580.

454. — Proposition de résolution de M. Jean Durand tendant à compléter l'article 47 du règlement, p. 580.

455. — Rapport par M. Clavier sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale portant ouverture de deux comptes spéciaux du Trésor et ouvrant au ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et au ministre de l'intérieur des crédits d'engagement au titre du fonds spécial d'investissement routier, p. 581.
 Voir: Assemblée nationale nos 4011, 4015 (2^e législ.); Conseil de la République n° 434 (année 1952).

456. — Rapport par M. Clavier sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture d'un compte spécial du Trésor (exécution des accords conclus avec les gouvernements polonais, tchécoslovaque, hongrois et yougoslave relatifs à l'indemnisation des intérêts français), p. 581.
 Voir: Assemblée nationale nos 3999, 4098 (2^e législ.); Conseil de la République n° 432 (année 1952).

457. — Rapport par M. Clavier sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture d'un compte spécial du Trésor (compte d'exécution de la convention financière franco-belge), p. 581.
 Voir: Assemblée nationale nos 4000, 4097 (2^e législ.); Conseil de la République n° 433 (année 1952).

458. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits pour l'octroi d'une subvention spéciale destinée au collège français de Pondichéry, p. 581.
 Voir: Assemblée nationale nos 3771, 4029 (2^e législ.).

- 458.** — Rapport par M. Armengaud sur le projet de loi portant ouverture de crédits pour l'octroi d'une subvention spéciale destinée au collège français de Pondichéry, p. 581.
Voir: Assemblée nationale n°s 3771, 4029 (2^e législ.); Conseil de la République n° 458 (année 1952).
- 460.** — Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale du travail concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine, p. 584.
Voir: Assemblée nationale, n°s 3412, 3829 (2^e législ.).
- 461.** — Proposition de résolution de M. Namy tendant à accorder une aide aux sinistrés du fait de la tornade en Seine-et-Oise, p. 582.
- 462.** — Proposition de loi de M. Durand-Réville tendant à compléter la loi sur les loyers, p. 582.
- 463.** — Proposition de résolution de M. Coudé du Foresto tendant à l'octroi de secours aux sinistrés des départements de l'Ouest, p. 584.
- 464.** — Proposition de résolution de M. Méric relative à la nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur des mutilés à 100 p. 100 pour infirmités résultant de blessures de guerre, p. 584.
- 465.** — Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 584.
- 466.** — Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 584.
- 467.** — Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 584.
- 468.** — Proposition de résolution de M. Méric relative à la promulgation du règlement d'administration publique prévu par la loi relative aux entreprises de crédit différé, p. 585.
- 469.** — Proposition de loi de M. Longchambon relative à la suspension du droit à l'obtention des pensions militaires d'invalidité par la perte de la qualité de Français, p. 585.
- 470.** — Projet de loi portant transfert d'autorisations de programme accordées au titre du budget de reconstruction et d'équipement (Éducation nationale), p. 586.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4330, 4364 (2^e législ.).
- 471.** — Projet de loi sur les travaux mixtes, p. 586.
Voir: Assemblée nationale, n°s 3328, 3879, 4047 (2^e législ.).
- 472.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à instituer un droit de retrait au profit des locataires en cas de vente par appartements, p. 587.
Voir: Assemblée nationale, n°s 5619, 5762, 5765, 6060, 6084, 6550, 7246, 8297, 8310, 8391, 8658, 10546 (1^{re} législ.); 323, 1735, 2897, 3646, 4362 (2^e législ.).
- 473.** — Proposition de loi de M. Michelet portant promotion de certains officiers au grade supérieur dans la position de retraite, p. 587.
- 474.** — Proposition de loi de M. Michelet portant statut des officiers en retraite, p. 588.
- 475.** — Proposition de résolution de M. Méric tendant à l'abrogation du décret modifiant les modalités d'application de la loi du 21 juin 1936 dans le commerce de détail non alimentaire, p. 589.
- 476.** — Rapport de M. Auberger sur le projet de loi portant transfert d'autorisations de programme accordées au titre du budget de reconstruction et d'équipement de l'exercice 1952 (Éducation nationale), p. 589.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4330, 4361 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 470 (année 1952).
- 477.** — Avis de la commission de l'Éducation nationale par M. Bordeneuve sur le projet de loi portant transfert d'autorisations de programme accordées au titre du budget de reconstruction et d'équipement de l'exercice 1952 (Éducation nationale), p. 589.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4330, 4361 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 470, 476 (année 1952).
- 478.** — Proposition de résolution de M. Le Basser tendant à entreprendre la lutte contre les marsouins, p. 589.
- 479.** — Proposition de résolution de M. Auberger tendant à l'octroi d'une aide aux cultivateurs de l'Alger sinistrés par l'épidémie de fièvre aphteuse, p. 590.
- 480.** — Projet de loi portant majoration des pensions exceptionnelles, p. 590.
Voir: Assemblée nationale, n°s 1279, 4046 (2^e législ.).
- 481.** — Projet de loi relatif à la ratification de conventions signées entre la France et le Canada pour éviter les doubles impositions, p. 590.
Voir: Assemblée nationale, n°s 3961, 4111 (2^e législ.).
- 482.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 113 du code d'instruction criminelle sur les demandes de mise en liberté provisoire, p. 591.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4377, 3964 (2^e législ.).
- 483.** — Rapport de M. Joseph Denais, président de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations, sur les opérations de l'année 1951 de cet établissement, p. 591.
- 484.** — Rapport de M. Coupigny sur le projet de loi relatif à l'organisation de la protection des végétaux dans les territoires d'outre-mer, p. 609.
Voir: Assemblée nationale, n°s 1204, 3585 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 331 (année 1954).
- 485.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Travail et sécurité sociale), p. 610.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4268, 4345 (2^e législ.).
- 486.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Industrie et commerce), p. 611.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4262, 4356 (2^e législ.).
- 487.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Travaux publics, transports et tourisme), p. 612.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4269, 4343, 4482 (2^e législ.).
- 488.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Justice), p. 613.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4264, 4379, 4383 (2^e législ.).
- 489.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Agriculture), p. 614.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4254, 4344, 4437 (2^e législ.).
- 490.** — Projet de loi modifiant les articles 25, 30 et 35 de la loi sur la liberté de la presse, p. 616.
Voir: Assemblée nationale, n°s 3434, 3727, 4087 (2^e législ.).
- 491.** — Projet de loi relatif à la ratification de la convention n° 96 concernant les bureaux de placement payants, p. 616.
Voir: Assemblée nationale, n°s 1340, 2788, 3841 (2^e législ.).
- 492.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à rendre applicables aux départements d'outre-mer les lois réglant les rapports entre locataires et bailleurs, p. 617.
Voir: Assemblée nationale, n°s 2622, 4086 (2^e législ.).
- 493.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à la création d'un comité interprofessionnel des vins d'appellation contrôlée de Touraine, p. 617.
Voir: Assemblée nationale, n°s 3927, 4037 (2^e législ.).
- 494.** — Proposition de résolution de M. Brizard tendant à inviter le Gouvernement à compléter l'article 154 du titre XI du décret du 30 décembre 1938, modifié par le décret du 1^{er} août 1947, article 19, et le décret du 4 mai 1949, relatif à l'emploi des réserves techniques des compagnies d'assurances, p. 618.
- 495.** — Proposition de résolution de M. Brizard tendant à transférer à l'État la charge financière relative aux frais d'instruction publique, p. 618.
- 496.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (services des affaires étrangères), p. 618.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4251, 4410, 4543, 4524 (2^e législ.).
- 497.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (services français en Sarre), p. 619.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4233, 4373, 4529 (2^e législ.).
- 498.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (présidence du conseil), p. 620.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4265, 4357, 4514, 4578 (2^e législ.).
- 499.** — Rapport de M. Claireaux sur le projet de loi ratifiant la convention internationale sur les pêcheries de l'Atlantique Nord-Ouest, p. 622.
Voir: Assemblée nationale, n°s 1911, 3163, 3277, 3387 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 449 (année 1952).
- 500.** — Rapport de M. Etienne Gay sur le projet de loi relatif aux périmètres irrigables en Algérie par des ouvrages autres que les barrages-réservoirs, p. 623.
Voir: Assemblée nationale, n°s 1281, 2116 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 333 (année 1952).
- 501.** — Rapport de M. Etienne Gay sur le projet de loi relatif à la police des audiences des mahakmas, p. 623.
Voir: Assemblée nationale, n°s 1489, 1761 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 334 (année 1952).
- 502.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Monnaies et médailles), p. 624.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4274, 4346, 4589 (2^e législ.).
- 503.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Légion d'honneur), p. 625.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4273, 4347, 4594 (2^e législ.).

- 504.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Imprimerie nationale), p. 626.
Voir: Assemblée nationale, nos 4272, 4359, 4595 (2^e législ.).
- 505.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Services financiers), p. 626.
Voir: Assemblée nationale, nos 4259, 4539, 4600 (2^e législ.).
- 506.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Santé publique), p. 628.
Voir: Assemblée nationale, nos 4267, 4422, 4537 (2^e législ.).
- 507.** — Rapport de M. François Schleiter sur le projet de loi sur les travaux mixtes, p. 630.
Voir: Assemblée nationale, nos 3323, 3879, 4047 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 471 (année 1952).
- 508.** — Rapport de M. Périquier sur la proposition de loi tendant à remettre en vigueur les articles 67 à 74 du code du vin, p. 630.
Voir: Assemblée nationale, nos 3917, 4002 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 452 (année 1952).
- 509.** — Rapport de M. Emilien Lieutaud sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Justice), p. 632.
Voir: Assemblée nationale, nos 4264, 4379, 4483 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 488 (année 1952).
- 510.** — Rapport de M. de Montalembert sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Agriculture), p. 634.
Voir: Assemblée nationale, nos 4254, 4344, 4437 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 489 (année 1952).
- 511.** — Rapport de M. Alric sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Industrie et commerce), p. 639.
Voir: Assemblée nationale, nos 4262, 4356 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 486 (année 1952).
- 512.** — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Services des affaires étrangères), p. 642.
Voir: Assemblée nationale, nos 4251, 4449, 4513, 4521 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 496 (année 1952).
- 513.** — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Services français en Sarre), p. 645.
Voir: Assemblée nationale, nos 4253, 4378, 4529 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 497 (année 1952).
- 514.** — Rapport de M. Restat sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance relative à la conversion du métrage en fermage, p. 647.
Voir: Assemblée nationale, nos 4021, 4032, 3668 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 354 (année 1952).
- 515.** — Proposition de loi de M. Chazette tendant à modifier la loi sur la purge des hypothèques, p. 648.
- 516.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi permettant la révision du prix de certains baux à louer d'immeubles à usage commercial, p. 649.
Voir: Assemblée nationale, nos 1156, 3624 (2^e législ.).
- 517.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires, p. 649.
Voir: Assemblée nationale, nos 12725, 13182 (1^{re} législ.); 869 (2^e législ.).
- 518.** — Rapport de M. Minvielle sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Travaux publics, transports et tourisme), p. 649.
Voir: Assemblée nationale, nos 4269, 4368, 4482 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 487 (année 1952).
- 519.** — Rapport de M. Saller sur le projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget de la Nouvelle-Calédonie pour les exercices 1939 à 1947, p. 652.
Voir: Assemblée nationale, nos 3233, 3685 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 335 (année 1952).
- 520.** — Rapport de M. Saller sur le projet de loi portant approbation du compte définitif du budget de la Réunion (exercice 1945), p. 652.
Voir: Assemblée nationale, nos 3381, 3683, 3920 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 373 (année 1952).
- 521.** — Rapport de M. Georges Marrane sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Travail et sécurité sociale), p. 653.
Voir: Assemblée nationale, nos 4268, 4345 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 485 (année 1952).
- 522.** — Avis de la commission de la production industrielle par M. Bousch sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Industrie et commerce), p. 655.
Voir: Assemblée nationale, n° 4262, 4356 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 486, 511 (année 1952).
- 523.** — Projet de loi portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, p. 660.
Voir: Assemblée nationale, nos 3223, 3938, 4354, 4358 (2^e législ.).
- 524.** — Projet de loi complétant l'article 47 du code civil, p. 663.
Voir: Assemblée nationale, n° 2271, 4469 (2^e législ.).
- 525.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 311 du code d'instruction criminelle, p. 663.
Voir: Assemblée nationale, n° 3171, 4468 (2^e législ.).
- 526.** — Rapport de M. Marilhac fait au nom de la commission chargée d'examiner trois demandes en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 664.
Voir: Conseil de la République, nos 465, 466, 467 (année 1952).
- 527.** — Avis de la commission de la production industrielle par M. Coudé du Foresto sur le projet de loi sur les travaux mixtes, p. 664.
Voir: Assemblée nationale, nos 3228, 3379, 4047 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 471, 507 (année 1952).
- 528.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (France d'outre-mer), p. 664.
Voir: Assemblée nationale, nos 4261, 4421, 4533 (2^e législ.).
- 529.** — Projet de loi relatif aux conditions de recevabilité, par les greffiers des justices de paix et des mahakmas, des appels interjetés en matière musulmane, p. 665.
Voir: Assemblée nationale, nos 1399, 4065 (2^e législ.).
- 530.** — Projet de loi tendant à ratifier le décret relatif aux relations douanières entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun, p. 666.
Voir: Assemblée nationale, nos 6958, 7887 (1^{re} législ.); 3599 (2^e législ.).
- 531.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation de la convention signée le 1^{er} avril 1950 entre la France et la principauté de Monaco, tendant à éviter les doubles impositions et à codifier les règles d'assistance en matière successorale, p. 666.
Voir: Assemblée nationale, nos 3111, 4516 (2^e législ.).
- 532.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les articles 78 et 79 du code du vin, p. 666.
Voir: Assemblée nationale, nos 511, 581, 1781, 3303, 4555 (2^e législ.).
- 533.** — Rapport de M. de Geoffre sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à la création d'un comité interprofessionnel des vins de Touraine, p. 666.
Voir: Assemblée nationale, nos 3920, 4037 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 493 (année 1952).
- 534.** — Rapport de M. Driant sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 22 de l'ordonnance relative aux prix des baux à ferme, p. 667.
Voir: Assemblée nationale, nos 576, 913, 1033, 3669, 3635 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 355 (année 1952).
- 535.** — Projet de loi modifiant le décret portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 669.
Voir: Assemblée nationale, nos 10228, 12871 (1^{re} législ.); 666, 3274, 4722, 4726 (2^e législ.).
- 536.** — Avis de la commission des moyens de communication par M. Brunhes sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Travaux publics, transports et tourisme), p. 670.
Voir: Assemblée nationale, nos 4269, 4343, 4482 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 487 et 518 (année 1952).
- 537.** — Projet de loi modifiant les articles 22 et 23 de la loi portant statut de la coopération, p. 671.
Voir: Assemblée nationale, nos 3688, 4139 (2^e législ.).
- 538.** — Projet de loi portant organisation des services postaux des valeurs à recouvrer et des envois contre remboursement, p. 671.
Voir: Assemblée nationale, nos 3427, 4377 (2^e législ.).
- 539.** — Proposition de loi de M. Restat tendant à réglementer l'utilisation du furet, p. 672.
- 540.** — Rapport de MM. André Boutemy et Georges Laffargue sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Présidence du conseil), p. 671.
Voir: Assemblée nationale, nos 4265, 4337, 4511, 4578 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 498 (année 1952).
- 541.** — Rapport de M. Clavier sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Santé publique), p. 676.
Voir: Assemblée nationale, nos 4267, 4422, 4537 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 506 (année 1952).
- 542.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Agriculture), p. 679.
Voir: Assemblée nationale, nos 4251, 4344, 4437 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 489, 510 (année 1952).

- 543.** — Proposition de résolution de M. Schwartz tendant à prendre pour base le total général de la population des communes pour l'application des lois d'organisation municipale, p. 679.
- 544.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Education nationale), p. 679.
Voir: Assemblée nationale, nos 4256, 4587, 4634, 4641, 4654 (2^e législ.).
- 545.** — Rapport de M. Pinton sur le projet de loi relatif aux droits à pension de certains agents des chemins de fer secondaires, p. 682.
Voir: Assemblée nationale, nos 2183, 3135 (2^e législ.); Conseil de la République, no 374 (année 1952).
- 546.** — Rapport de M. Pauly sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (services financiers), p. 683.
Voir: Assemblée nationale, nos 4259, 4539, 4600 (2^e législ.); Conseil de la République, no 505 (année 1952).
- 547.** — Rapport de M. Courroy sur le projet de loi tendant à modifier la législation sur le remembrement, p. 686.
Voir: Assemblée nationale, nos 10300, 13098 (1^{re} législ.); 498, 2773 (2^e législ.); Conseil de la République, no 281 (année 1952).
- 548.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (affaires allemandes et autrichiennes), p. 687.
Voir: Assemblée nationale, nos 4252, 4355 (2^e législ.).
- 549.** — Rapport de M. Symphor sur le projet de loi relatif à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, p. 693.
Voir: Assemblée nationale, nos 2717, 3571 (2^e législ.); Conseil de la République, no 290 (année 1952).
- 550.** — Rapport supplémentaire par M. Peridier sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à abroger l'article 1^{er} de la loi du 3 février 1941 et à remettre en vigueur les articles 67 à 74 du code du vin pour assurer l'assainissement total du marché du vin, p. 683.
Voir: Assemblée nationale, nos 3917, 4002 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 452, 508 (année 1952).
- 551.** — Rapport de M. Armengaud sur la proposition de résolution relative à la recherche du pétrole et du gaz naturel, p. 683.
Voir: Conseil de la République, no 682 (année 1951).
- 552.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (caisse nationale d'épargne), p. 711.
Voir: Assemblée nationale, nos 4275, 4720, 4754 (2^e législ.).
- 553.** — Avis de la commission de la justice par M. Boivin-Champeaux sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale tendant à modifier l'article 22 de l'ordonnance relative au prix des baux à ferme, p. 711.
Voir: Assemblée nationale, nos 506, 1023, 3669, 3835 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 334, 355 (année 1952).
- 554.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (affaires économiques), p. 712.
Voir: Assemblée nationale, nos 4260, 4350, 4590, 4724, 4761, 4764 (2^e législ.).
- 555.** — Rapport de M. André Boutemy sur le projet de loi relatif à la ratification de conventions signées entre la France et le Canada pour éviter les doubles impositions, p. 713.
Voir: Assemblée nationale, nos 3961, 4111 (2^e législ.); Conseil de la République, no 481 (année 1952).
- 556.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (radiodiffusion, télévision françaises), p. 713.
Voir: Assemblée nationale, nos 4276, 4719, 4771, 4779 (2^e législ.).
- 557.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (reconstruction et urbanisme), p. 715.
Voir: Assemblée nationale, nos 4266, 4349, 4535 (2^e législ.).
- 558.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (postes, télégraphes et téléphones), p. 716.
Voir: Assemblée nationale, nos 4275, 4719, 4754, 4758 (2^e législ.).
- 559.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (aviation civile et commerciale), p. 717.
Voir: Assemblée nationale, nos 4270, 4609, 4736 (2^e législ.).
- 560.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (marine marchande), p. 719.
Voir: Assemblée nationale, nos 4271, 4423, 4560 (2^e législ.).
- 561 (rectifié).** — Avis de la commission de la famille par M. Vourc'h sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (santé publique), p. 720.
Voir: Assemblée nationale, nos 4267, 4422, 4537 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 506, 541 (année 1952).
- 562.** — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (service des affaires allemandes et autrichiennes), p. 722.
Voir: Assemblée nationale, nos 4252, 4355 (2^e législ.); Conseil de la République, no 518 (année 1952).
- 563.** — Projet de loi portant ouverture de crédits d'exercices des et d'exercices périmés, p. 723.
Voir: Assemblée nationale, nos 3867, 4016, 4733 (2^e législ.).
- 564.** — Rapport de M. Saller sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (France d'outre-mer), p. 727.
Voir: Assemblée nationale, nos 4261, 4421, 4533, 4615 (2^e législ.); Conseil de la République, no 523 (année 1952).
- 565.** — Proposition de loi de M. Leccia tendant à modifier la loi concernant la législation des jardins familiaux, p. 730.
- 566.** — Avis de la commission de la justice par M. Jozeau-Marigné sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage, p. 732.
Voir: Assemblée nationale, nos 1021, 1032, 3668 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 354 et 514 (année 1952).
- 567.** — Projet de loi relatif à la ratification de la convention concernant les stagiaires, signée entre les cinq pays cosignataires du traité de Bruxelles, p. 732.
Voir: Assemblée nationale, nos 11954, 12506 (1^{re} législ.); 700 (2^e législ.).
- 568.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à diverses dispositions d'ordre financier intéressant l'épargne, p. 732.
Voir: Assemblée nationale, nos 4429, 4545, 4725 (2^e législ.).
- 569.** — Proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à instituer, en faveur des produits originaires des territoires d'outre-mer, un système d'aide à l'exportation, p. 733.
- 570.** — Rapport de M. Vanrullen sur le projet de loi modifiant le décret portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 734.
Voir: Assemblée nationale, nos 10228, 12371 (1^{re} législ.); 666, 3271, 4722, 4726 (2^e législ.); Conseil de la République, no 535 (année 1952).
- 571.** — Rapport de M. Tharradin sur le projet de loi relatif à la ratification de la convention no 100 concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine, p. 735.
Voir: Assemblée nationale, nos 3412, 3829 (2^e législ.); Conseil de la République, no 460 (année 1952).
- 572.** — Rapport de M. Menu sur la proposition de loi modifiant les articles 22 et 23 du livre IV du code du travail, p. 736.
Voir: Assemblée nationale, nos 4077, 5022 (1^{re} législ.); 4617, 3017, 3836 (2^e législ.); Conseil de la République, no 365 (année 1952).
- 573.** — Rapport de M. Abel-Durand sur la proposition de loi relative à la procédure prud'homale, p. 737.
Voir: Assemblée nationale, nos 1839, 3645 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 785 (année 1951) et 380 (année 1952).
- 574.** — Projet de loi relatif au conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, p. 737.
Voir: Assemblée nationale, nos 3545, 4540 (2^e législ.).
- 575.** — Rapport de M. Méric sur la proposition de loi tendant à l'établissement d'un statut du personnel administratif des chambres d'agriculture, p. 738.
Voir: Assemblée nationale, nos 1722, 1812, 3637 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 764 (année 1951) et 450 (année 1952).
- 576.** — Rapport de M. Tharradin sur le projet de loi relatif à la ratification de la convention no 96 concernant les bureaux de placement payants, p. 739.
Voir: Assemblée nationale, nos 1340, 2788, 3841 (2^e législ.); Conseil de la République, no 491 (année 1952).
- 577.** — Rapport de Mme Marcelle Delabie sur la proposition de loi tendant à compléter la loi sur la répression de l'ivresse publique, en ce qui concerne les mineurs de moins de seize ans, p. 740.
Voir: Assemblée nationale, nos 2339, 3640 (2^e législ.); Conseil de la République, no 342 (année 1952).
- 578.** — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (marine marchande), p. 740.
Voir: Assemblée nationale, nos 4271, 4423, 4560 (2^e législ.); Conseil de la République, no 560 (année 1952).
- 579.** — Rapport supplémentaire par M. Clavier sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'année 1953 (santé publique et population), p. 744.
Voir: Assemblée nationale, nos 4267, 4422, 4537 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 506, 541, 561 (année 1952).
- 580.** — Rapport de M. Vauthier sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à rendre applicables dans les départements d'outre-mer les lois relatives au renouvellement des baux à loyer d'immeubles à usage commercial, p. 744.
Voir: Assemblée nationale, nos 2622, 4066 (2^e législ.); Conseil de la République, no 492 (année 1952).

- 581.** — Rapport de M. Delalande sur la proposition de résolution tendant à promulguer le règlement d'administration publique prévu par la loi relative aux entreprises de crédit différé, p. 741.
Voir: Conseil de la République, n° 468 (année 1952).
- 582.** — Avis de la commission de la production industrielle, par M. Longchambon, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (présidence du conseil), p. 745.
Voir: Assemblée nationale, n° 4265, 4357, 4514, 4573 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 498 et 510 (année 1952).
- 583.** — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, p. 745.
Voir: Assemblée nationale, n° 3867, 4016, 4733 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 563 (année 1952).
- 584.** — Proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à fusionner les corps d'administrateurs civils en un nombre limité de grands corps, p. 748.
- 585.** — Projet de loi modifiant l'article 592 du code d'instruction criminelle, p. 749.
Voir: Assemblée nationale, n° 1316, 2752, 3426, 4749 (2^e législ.).
- 586.** — Projet de loi portant approbation d'une convention passée entre l'Etat et le département de la Moselle en vue de la cession des anciens bâtiments du tribunal de Thionville, p. 751.
Voir: Assemblée nationale, n° 3223, 4919 (2^e législ.).
- 587.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à créer un comité national interprofessionnel d'exportation des vins de consommation courante et des vins délimités de qualité supérieure, p. 751.
Voir: Assemblée nationale, n° 115, 933, 3929, 4606.
- 588.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter le décret sur les sépultures, p. 752.
Voir: Assemblée nationale, n° 299, 1670, 4620 (2^e législ.).
- 589.** — Rapport de M. Henri Lafleur sur le projet de loi relatif au conseil général de la Nouvelle-Calédonie, p. 752.
Voir: Assemblée nationale, n° 3545, 4540 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 574 (année 1952).
- 590.** — Rapport de M. Hoeffel sur le projet de loi modifiant la loi portant statut de la coopération, p. 754.
Voir: Assemblée nationale, n° 3688, 4439 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 537 (année 1952).
- 591.** — Rapport de M. Hoeffel sur le projet de loi tendant à ratifier le décret relatif aux relations douanières entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun, p. 751.
Voir: Assemblée nationale, n° 6958, 7887 (1^{re} législ.), 3599 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 530 (année 1952).
- 592.** — Rapport de M. Coudé du Foresto sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (postes, télégraphes et téléphones), p. 751.
Voir: Assemblée nationale, n° 4275, 4719, 4754, 4758 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 553 (année 1952).
- 593.** — Rapport de M. Schwartz sur la proposition de loi tendant à fixer les conditions d'application à l'Algérie de la loi portant transfert de biens d'entreprises de presse, p. 758.
Voir: Assemblée nationale, n° 3309, 3731, 4011 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 437 (année 1952).
- 594.** — Avis de la commission des finances, par M. Courrière, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant certaines dispositions du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 761.
Voir: Assemblée nationale, n° 10228, 12371 (1^{re} législ.), 666, 3274, 4722, 4726 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 535 et 570 (année 1952).
- 595.** — Rapport de M. Montulé sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 1^{er} du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, p. 761.
Voir: Assemblée nationale, n° 1700, 3629 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 451 (année 1952).
- 596.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Finances: charges communes), p. 761.
Voir: Assemblée nationale, n° 4258, 4822 (2^e législ.).
- 597.** — Rapport de M. Georges Marwane sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Caisse nationale d'épargne), p. 761.
Voir: Assemblée nationale, n° 4275, 4720, 4754 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 552 (année 1952).
- 598.** — Rapport de M. Litaize sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Imprimerie nationale), p. 766.
Voir: Assemblée nationale, n° 4272, 4595, 4359 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 504 (année 1952).

- 599.** — Rapport de M. Litaize sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Légion d'honneur), p. 767.
Voir: Assemblée nationale, n° 4273, 4317, 4594 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 503 (année 1952).
- 600.** — Rapport de M. Litaize sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Monnaies et médailles), p. 768.
Voir: Assemblée nationale, n° 4271, 4316, 4589 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 502 (année 1952).
- 601.** — Rapport de MM. Jacques Debû-Bridel et Auherger sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Education nationale), p. 768.
Voir: Assemblée nationale, n° 4256, 4587, 4634, 4611, 4654 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 511 (année 1952).
- 602.** — Projet de loi modifiant l'article 247 du code pénal, p. 805.
Voir: Assemblée nationale, n° 3236, 4167, 4741 (2^e législ.).
- 603.** — Projet de loi rendant applicable dans les territoires d'outre-mer la loi modifiant les articles 381 et 385 du code pénal, p. 806.
Voir: Assemblée nationale, n° 4160, 4737 (2^e législ.).
- 604.** — Projet de loi concernant la procédure de fixation des taxes postales applicables aux territoires d'outre-mer, p. 806.
Voir: Assemblée nationale, n° 10175, 11731, 11910, 13172 (1^{re} législ.); 3001, 4735 (2^e législ.).
- 605.** — Avis de la commission des moyens de communication, par M. Bouquerel, sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Postes, télégraphes et téléphones), p. 806.
Voir: Assemblée nationale, n° 4275, 4719, 4754, 4758 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 558, 592 (année 1952).
- 606.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'honorariat des anciens conseillers prud'hommes, p. 807.
Voir: Assemblée nationale, n° 1429, 4622 (2^e législ.).
- 607.** — Avis de la commission de la justice, par M. Delalande, sur la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la procédure prud'homale, p. 808.
Voir: Assemblée nationale, n° 1839, 3645 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 785 (année 1951), 380, 573 (année 1952).
- 608.** — Proposition de résolution de M. Pic tendant à reviser la législation relative aux petites exploitations gazières déficitaires, p. 808.
- 609.** — Rapport de M. Gaston Charlet sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 113 du code d'instruction criminelle, p. 808.
Voir: Assemblée nationale, n° 1877, 3961 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 482 (année 1952).
- 610.** — Rapport de M. Gaston Charlet sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 311 du code d'instruction criminelle, p. 809.
Voir: Assemblée nationale, n° 3471, 4168 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 525 (année 1952).
- 611.** — Avis de la commission de la presse, par M. Gaspard, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à fixer les conditions d'application à l'Algérie de la loi n° 46-994 du 66 mai 1946, portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, p. 809.
Voir: Assemblée nationale, n° 3309, 3741, 4011 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 437, 593 (année 1952).
- 612.** — Rapport de M. Bousch sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Reconstruction), p. 810.
Voir: Assemblée nationale, n° 4266, 4340, 4535 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 557 (année 1952).
- 613.** — Rapport de M. Atric sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Affaires économiques), p. 819.
Voir: Assemblée nationale, n° 4260, 4350, 4590, 4724, 4761, 4764 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 554 (année 1952).
- 614.** — Rapport de M. Jacques Debû-Bridel sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Radiodiffusion), p. 821.
Voir: Assemblée nationale, n° 4276, 4748, 4771, 4779 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 556 (année 1952).
- 615.** — Rapport de M. Marcllhacy sur le projet de loi modifiant les articles 25, 30 et 35 de la loi sur la liberté de la presse, p. 830.
Voir: Assemblée nationale, n° 3134, 3727, 4087 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 490 (année 1952).
- 616.** — Rapport de M. Pauly sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Finances et affaires économiques: Charges communes), p. 830.
Voir: Assemblée nationale, n° 4258, 4822 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 598 (année 1952).

- 617.** — Rapport de M. Philippe d'Argenlieu sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 78 et 79 du code civil, p. 838.
Voir: Assemblée nationale, n°s 514, 581, 1784, 3303, 4555 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 532 (année 1952).
- 618.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur à l'occasion du dixième anniversaire de la rentrée en guerre de l'Afrique du Nord, p. 838.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4158, 4823 (2^e législ.).
- 619.** — Proposition de résolution de M. Ernest Pezet tendant à améliorer le statut des Français d'Egypte, p. 838.
- 620.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les articles 14 et 18 de la loi relative à l'ordre des vétérinaires, p. 839.
Voir: Assemblée nationale, n°s 3661, 4617 (2^e législ.).
- 621.** — Projet de loi relatif aux règles d'attribution des emplois d'ouvriers des manufactures de l'Etat, p. 839.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4329, 4824 (2^e législ.).
- 622.** — Rapport de M. Maurice Walker sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Aviation civile et commerciale), p. 840.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4270, 4609, 4736 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 559 (année 1952).
- 623.** — Proposition de résolution de M. Brettes tendant à la création du fonds d'équipement rural, p. 847.
- 624.** — Rapport par M. Estève sur le projet de résolution portant fixation des dépenses du Conseil de la République pour l'exercice 1953, p. 847.
- 625.** — Projet de loi modifiant les articles 159, 172 et 185 du code de justice militaire pour l'armée de terre, p. 848.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4921, 4991 (2^e législ.).
- 626.** — Proposition de résolution de M. Longchambon tendant à la création d'une commission de coordination chargée de suivre l'élaboration des plans de modernisation et d'équipement, p. 848.
- 627.** — Avis de la commission de presse par M. Gaspard sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (radiodiffusion-télévision française), p. 848.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4276, 4718, 4771, 4779 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 556, 614 (année 1952).
- 628.** — Proposition de loi de M. Edgard Tailhades relative aux branchements des immeubles au réseau du tout-à-l'égout de la ville de Nîmes, p. 850.
- 629.** — Rapport de M. Boivin-Champeaux sur la proposition de loi tendant à instituer un droit de retrait au profit des locataires en cas de vente d'immeubles par appartements, p. 851.
Voir: Assemblée nationale, n°s 5619, 5762, 5765, 6060, 6084, 6467, 6550, 7246, 8287, 8340, 8391, 8658, 10546 (1^{re} législ.); 323, 4735, 2897, 3616, 4362 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 472 (année 1952).
- 630.** — Avis de la commission de la reconstruction, par M. Jozeau-Marigné, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (reconstruction et urbanisme), p. 854.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4268, 4349, 4535 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 557 et 612 (année 1952).
- 631.** — Proposition de loi de M. Giacomoni tendant à créer un fonds national de l'équipement rural, p. 855.
- 632.** — Rapport, par M. Schleiter, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant les articles 159, 172 et 185 du code de justice militaire pour l'armée de terre, p. 856.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4921, 4991 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 625 (année 1952).
- 633.** — Avis de la commission de la justice, par M. Marcellhacy, sur le projet de loi modifiant les articles 159, 172, 185 du code de justice militaire pour l'armée de terre, p. 856.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4921, 4991 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 625, 632 (année 1952).
- 634.** — Avis de la commission des affaires économiques, par M. Rochereau, sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (affaires économiques), p. 856.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4260, 4350, 4590, 4724, 4761, 4764 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 554, 613 (année 1952).
- 635.** — Rapport de M. Armengaud sur la proposition de loi relative à diverses dispositions intéressant l'épargne, p. 861.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4429, 4545, 4725 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 568 (année 1952).
- 636.** — Projet de loi tendant à modifier l'ordonnance relative aux travaux préliminaires à la reconstruction, p. 871.
Voir: Assemblée nationale, n°s 1414, 4515 (2^e législ.).
- 637.** — Projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (intérieur), p. 872.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4263, 4577, 4616, 4651, 4780 (2^e législ.).
- 638.** — Projet de loi relatif à l'élection des membres des conseils d'administration des caisses d'allocations familiales des marins, p. 874.
Voir: Assemblée nationale, n°s 2832, 4829 (2^e législ.).
- 639.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à créer un comité des vins du pays nantais, p. 874.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4038, 4584 (2^e législ.).
- 640.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à créer le conseil des vins de la région de Bergerac, p. 875.
Voir: Assemblée nationale, n°s 3389, 4642 (2^e législ.).
- 641.** — Rapport supplémentaire de M. Jean Boivin-Champeaux sur la proposition de loi tendant à instituer un droit de retrait au profit des locataires en cas de vente d'immeubles par appartements, p. 876.
Voir: Assemblée nationale, n°s 5619, 5762, 5765, 6060, 6084, 6467, 6550, 7246, 8297, 8340, 8391, 8658, 10546 (1^{re} législ.); 323, 4735, 2897, 3646 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 472, 629 (année 1952).
- 642.** — Projet de loi tendant à modifier les articles 39 et 48 de la loi sur la liberté de la presse, p. 877.
Voir: Assemblée nationale, n°s 3240, 3781, 3782, 4472, 4954 (2^e législ.).
- 643.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 238 du code civil, p. 878.
Voir: Assemblée nationale, n°s 3989, 4935 (2^e législ.).
- 644.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi sur la constitution du bien de famille insaisissable, p. 878.
Voir: Assemblée nationale, n°s 3156, 4956 (2^e législ.).
- 645.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 19 de la loi relative aux conventions collectives, p. 878.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4381, 4833 (2^e législ.).
- 646.** — Avis de la commission de l'intérieur par M. Léo Hamon sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Finances et affaires économiques. — I. — Charges communes), p. 878.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4258, 4822 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 596 et 616 (année 1952).
- 647.** — Rapport de M. Rivièrez sur le projet de loi modifiant l'article 592 du code d'instruction criminelle, p. 879.
Voir: Assemblée nationale, n°s 1346, 2752, 3426, 4749 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 585 (année 1952).
- 648.** — Rapport de M. Rivièrez sur le projet de loi tendant applicable dans les territoires d'outre-mer la loi modifiant les articles 331 et 386 du code pénal, p. 881.
Voir: Assemblée nationale, n° 4160, 4737 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 603 (année 1952).
- 649.** — Avis de la commission des moyens de communication par M. René Dubois sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (aviation civile et commerciale), p. 881.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4270, 4609, 4736 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 559, 622 (année 1952).
- 650.** — Proposition de loi de M. Benhabyles Cherif tendant à compléter l'ordonnance instituant près la cour d'appel d'Alger une chambre de revision en matière musulmane, p. 885.
- 651.** — Proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à éviter le maintien de mesures contraires aux principes du droit des gens, p. 886.
- 652.** — Rapport de M. Delrieu sur le projet de loi relatif aux conditions de recevabilité par les greffes des justices de paix et des mahakmas des appels interjetés en matière musulmane, p. 886.
Voir: Assemblée nationale, n°s 1399, 4065 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 529 (année 1952).
- 653.** — Proposition de résolution de M. Brettes tendant à accorder des secours aux populations de la Gironde victimes des inondations, p. 886.
- 654.** — Proposition de résolution de M. Rabouin tendant à rendre obligatoire sur tous les papiers de commerce la mention de la nature de l'entreprise, p. 887.
- 655.** — Rapport de M. Carcassonne sur le projet de loi complétant l'article 47 du code civil, p. 887.
Voir: Assemblée nationale, n°s 2271, 4469 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 524 (année 1952).
- 656.** — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi modifiant l'article 247 du code pénal, p. 887.
Voir: Assemblée nationale, n°s 3236, 4744 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 602 (année 1952).
- 657.** — Projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, p. 888.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4879, 5039 (2^e législ.).

658. — Projet de loi modifiant les articles 119 et 135 du code d'instruction criminelle, p. 891.
 Voir: Assemblée nationale, nos 1205, 4894 (2^e législ.).

659. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la prorogation de certains baux locaux à usage commercial, p. 892.
 Voir: Assemblée nationale, nos 4931, 5021, 5130 (2^e législ.).

660. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter la loi portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif, p. 892.
 Voir: Assemblée nationale, nos 2625, 4522, 5002 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 66 (année 1952).

661. — Rapport de M. Chapalain sur le projet de loi portant majoration des pensions exceptionnelles, p. 892.
 Voir: Assemblée nationale, nos 1279, 4046 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 480 (année 1952).

662. — Rapport de M. Jacques Mustean sur le projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils (Intérieur), p. 892.
 Voir: Assemblée nationale, nos 4263, 4577, 4616, 4651, 4790 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 637 (année 1952).

663. — Proposition de résolution de M. Charles Barret tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le carnet de surclassement sur les chemins de fer au bénéfice des officiers de réserve suivant avec assiduité les cours de perfectionnement, p. 897.

664. — Projet de loi relatif au règlement, en cas de décès de l'assuré en temps de guerre, des contrats d'assurance en cas de vie, p. 897.
 Voir: Assemblée nationale, nos 4327, 4987 (2^e législ.).

665. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 2135 du code civil sur l'hypothèque légale de la femme mariée, p. 898.
 Voir: Assemblée nationale, nos 2718, 4895 (2^e législ.).

666. — Proposition de loi de Mme Thome-Patenôtre tendant à instituer l'épargne-construction, p. 898.

667. — Rapport par M. Carcassonne sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 899.
 Voir: Assemblée nationale, nos 4931, 5021, 5130 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 659 (année 1952).

668. — Proposition de résolution de M. Monichon tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide immédiate aux victimes des inondations qui ravagent Bordeaux, les villes de banlieue et certains secteurs du département de la Gironde, et à prendre toutes dispositions pour éviter le retour de pareilles catastrophes, p. 899.

669. — Rapport de M. Bouqueret sur le projet de loi portant organisation des services postaux des valeurs à recouvrer, p. 900.
 Voir: Assemblée nationale, nos 3427, 4377 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 538 (année 1952).

670. — Rapport par M. Soldani sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires, p. 901.

671. — Proposition de loi de M. Kalb tendant à la modification de la loi sur la répression des crimes de guerre, p. 901.

672. — Proposition de loi de M. Kalb tendant à la modification de la loi sur la répression des crimes de guerre, p. 901.

672. — Projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1953 et autorisation provisoire de percevoir les impôts pour l'exercice 1953, p. 902.
 Voir: Assemblée nationale, n° 5239 (2^e législ.).

673. — Rapport par M. Jean Berthoin sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1953 et autorisation provisoire de percevoir les impôts pour 1953, p. 904.
 Voir: Assemblée nationale, n° 5239 (2^e législ.).

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la Pagination des Documents parlementaires avec les Numéros des feuilles annexes
et la Date de parution au " Journal officiel "

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

ANNÉE 1952

DATES DE LA PUBLICATION	NUMÉROS des feuilles.	PAGES	DATES DE LA PUBLICATION	NUMÉROS des feuilles.	PAGES
<i>Session extraordinaire.</i>			13 janvier 1953.....	12	353 à 384
11 octobre 1952.....	1	1 à 14	13 janvier 1953.....	13	385 à 416
<i>Session ordinaire.</i>			17 janvier 1953.....	14	417 à 448
11 octobre 1952.....	1	1 à 14	18 janvier 1953.....	15	449 à 480
14 octobre 1952.....	2	15 à 32	20 janvier 1953.....	16	481 à 512
14 octobre 1952.....	3	33 à 64	22 janvier 1953.....	17	513 à 544
16 octobre 1952.....	4	65 à 96	22 janvier 1953.....	18	545 à 576
16 octobre 1952.....	5	97 à 128	10 avril 1953.....	19	577 à 608
18 octobre 1952.....	6	129 à 160	10 avril 1953.....	20	609 à 640
18 octobre 1952.....	7	161 à 192	11 avril 1953.....	21	641 à 672
18 octobre 1952.....	8	193 à 224	11 avril 1953.....	22	673 à 704
19 octobre 1952.....	9	225 à 256	12 avril 1953.....	23	705 à 736
21 octobre 1952.....	10	257 à 288	12 avril 1953.....	24	737 à 768
21 octobre 1952.....	11	289 à 320	15 avril 1953.....	25	769 à 800
21 octobre 1952.....	11	321 à 352	15 avril 1953.....	26	801 à 832
			16 avril 1953.....	27	833 à 952
			16 avril 1953.....	28	853 à 872
			17 avril 1953.....	29	873 à 904